

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 830 - 28 avril 1984 - prix : 6 F

Brésil :
la colère
populaire
dévoyée
vers la
réforme
électorale
p.10 - 11

LAICITE :



**les dirigeants de la gauche
en procession
avant de s'agenouiller
au parlement**

sommaire

Dans le monde

Page 7 :

- République dominicaine : émeutes contre la faim.
- Bolivie : contre les travailleurs, les syndicats à la rescousse du gouvernement.

Page 8 :

- Grande-Bretagne-Libye : rupture très diplomatique.
- Septième semaine de grève des mineurs.

Page 9 :

- Reagan va chercher des voix en Chine.
- Soares a la nostalgie de Spínola.

Pages 10 et 11 :

- Brésil : la colère dévoyée vers la réforme électorale.
- Les étapes d'une libéralisation contrôlée.
- Les dangers d'explosion sociale.

En France

Page 4 :

- Affaire Paribas : une justice sereine.
- Trigano : la face cachée d'un « gentil » patron.

Page 6 :

- Pierre Frank.

Page 12 :

- PTT : Mexandeau au service du capital.
- URSSAF Montreuil : arbitraire et mauvaise foi de la direction.

Page 13 :

- Les infirmières en grève (Saint-Antoine ; Pitié-Salpêtrière ; Cochin).

Page 14 :

- SNCF : l'application des 35 heures suscite le mécontentement.

Page 15 :

- CHR de Bordeaux : un congrès CGT à la polonaise.
- CHS Esquirol Limoges ; Chaffoteaux et Maury.

Page 20 :

- Dans six semaines, la fête de Lutte Ouvrière.
- Les contrôleurs aériens contre les restrictions au droit de grève.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Films : *Yentl* de Barbra Streisand ; *Le juge ; Un homme parmi les loups ; Osterman week-end*.
- Livre : *L'éventail de fer ou la vie de Qiu Jin* de Françoise d'Eaubonne.

Pages 18 et 19 :

- Livres : *Travail et travailleurs en URSS* de J. Sapir ; *Le sourire du Chat* de F. Maspéro ; *Pieds humides* de W. O'Farrell.
- Rééditions : *L'herbe qui ne meurt pas* de Y. Kémal ; *Le livre de Daniel* de Doctorow.
- Exposition : *Un Nouveau Monde, la peinture américaine de 1760 à 1910*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

Mitterrand et ses protégés

Samedi 21 avril, des étudiants zaïrois qui s'apprêtaient à manifester à Paris contre la dictature de Mobutu se sont heurtés à l'intervention de la police. 177 d'entre eux ont été embarqués pour « vérification d'identité ». Cela se passait au lendemain d'une visite en France de Mobutu. Mitterrand devait bien ce petit coup de main à ce dictateur ami, qui aide le gouvernement français dans son intervention au Tchad en fournissant des troupes et du matériel.

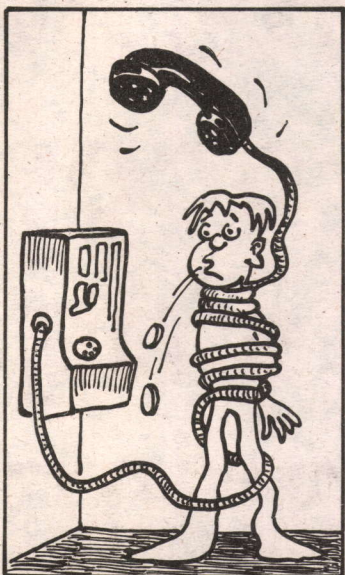
Déjà en décembre dernier, le gouvernement français avait interdit une conférence de presse d'un mouvement d'opposition gabonais en France. Il avait interdit les manifestations contre les répressions en Tunisie, puis au Maroc, lors des récentes émeutes de la faim.

Mitterrand ne manque pas une occasion de montrer sa solidarité avec les dictatures qui aident à la défense des intérêts de l'impérialisme français en Afrique. Question de principes !

Les tarifs faux-jetons du téléphone

Le 1^{er} mai, la taxe téléphonique de base passera de 60 à 65 centimes. Cela, c'est une augmentation officielle, comme il en survient tous les six mois. Mais il y en a eu aussi d'autres, effectuées plus discrètement. Ainsi la taxation de l'appel urbain (auparavant illimité) intervient depuis quelques mois toutes les trois minutes. 1 F pour les trois premières minutes, 0,70 F pour les tranches suivantes, est-il affiché. L'ennui, c'est que les PTT ont tout simplement « oublié » de remettre en service la fente destinée à l'introduction des pièces de 20 centimes, qui seules peuvent permettre de ne payer « que » 0,70 F. Résultat : la communication vaut dans la pratique 2 F les six premières minutes, et cela dans les cabines publiques situées dans la rue comme dans celles des bureaux de poste.

Et passez la monnaie...



Deux jeunes tués par un policier

Deux jeunes gens de 19 et 26 ans ont été tués par la police dans la nuit du 20 au 21 avril.

Version officielle : ils ont grillé un feu rouge ; poursuivis par la police, ils ont forcé plusieurs barrages avant d'être finalement immobilisés dans une rue de Gennevilliers. C'est alors que, selon les policiers, l'un des jeunes gens serait sorti de la voiture, tenant à la main un pistolet d'alarme ressemblant à s'y méprendre à un vrai P 38 et un policier aurait tiré, tuant les deux jeunes gens d'une seule et même balle.

Les familles contestent bien sûr cette version du policier tireur d'élite « en état de légitime défense ». Elles émettent des doutes sur cette balle qui fait coup double alors que, par

ailleurs, plusieurs impacts de balles ont été relevés sur la voiture. Elles s'appuient aussi sur la déclaration du premier témoin, qui dit avoir vu après la fusillade les deux jeunes gens dans la voiture et avoir entendu les policiers annoncer qu'ils avaient découvert un pistolet d'alarme sous le siège d'une des victimes.

Enfin, le beau-père d'une des victimes a raconté que, lorsqu'il est venu avec sa famille reconnaître le corps de leur fils à l'Institut médico-légal, une trentaine de policiers les ont chassés à coups de matraque en leur criant : « Vous n'avez rien à faire ici ».

Il faut dire que tant d'acharnement à obscurcir l'affaire sent la bavure à plein nez.



Le mur de la honte

Le gouvernement d'Indira Gandhi a entrepris la construction d'un gigantesque barrage composé de trois rangées de barbelés tout au long des 3300 km qui séparent l'Inde du Bangladesh. Il s'agirait d'interdire l'immigration clandestine des Bengalais vers la province d'Assam de l'Inde.

Le projet s'est heurté à l'hostilité du gouvernement du Ben-

gladesh et, dès le 20 avril, au moment où commençaient les travaux, un échange de tirs a eu lieu sur la frontière.

Les travaux devraient durer de trois à cinq ans et coûter environ cinq milliards de francs, extorqués d'une manière ou d'une autre à la population indienne, dont l'immense majorité vit déjà dans la plus profonde misère. Mais il est probable que les marchands de barbelés, sinon les marchands de canons, y trouveront leur compte.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

LAICITÉ :

Les dirigeants de la gauche en procession avant de s'agenouiller au Parlement

LES manifestations du 25 avril pour la défense de l'école laïque n'ont pas eu l'ampleur des manifestations organisées en faveur de l'école privée depuis plus d'un an et dont le couronnement fut la manifestation de Versailles il y a presque deux mois.

Mais la réplique ne venait-elle pas un peu tard, après la bataille, en quelque sorte, après que le gouvernement a demandé grâce à genoux et a accepté toutes les concessions que la droite lui demandait ?

Et si les manifestations de mardi dernier venaient si tard qu'elles n'avaient plus guère d'objet, c'est par la volonté délibérée des organisateurs, les dirigeants du Parti Communiste et du Parti Socialiste, et des centrales syndicales CGT et CFTD. Car c'est chez eux une stratégie systématique que de refuser de s'appuyer sur la rue, sur la mobilisation populaire, sur la force des travailleurs pour faire reculer le gouvernement. Eux, c'est sur les urnes, les bulletins de vote qu'ils comptent, avec les résultats que l'on sait.

Aussi quand la droite, elle, descendait dans la rue, quand les partisans de l'école privée se rassemblaient par centaines de milliers pour montrer leur force et leur détermination, il était hors de question que les dirigeants de la gauche appellent les travailleurs, la population laborieuse à descendre elle aussi dans la rue, encore plus nombreuse, encore plus déterminée. Et pourtant la classe ouvrière et toute la population laborieuse ont la capacité de mobiliser bien plus de monde que les curés !

Et c'est après coup, alors que les jeux étaient faits, que les dirigeants de la gauche ont appelé à des manifestations à l'efficacité desquelles ils ne croyaient pas eux-mêmes et auxquelles, bien sûr, les travailleurs ne croyaient pas non plus.

D'ailleurs, s'agissait-il de manifester pour soutenir le gouvernement contre la droite, ou pour défendre l'école laïque contre le projet Savary ? Personne n'aurait pu le dire et surtout

pas les organisateurs de la manifestation, ni les députés de la gauche qui s'apprêtent, après avoir manifesté, à voter le projet du gouvernement.

Ainsi, le gouvernement est si timoré que sa république de professeurs n'ose même pas tenir ses promesses dans le domaine scolaire. Il n'a même pas osé toucher aux lois scolaires promulguées par les gouvernements de la Guerre froide et de la Cinquième République.

Et même sur le problème de l'école laïque qui ne concerne malgré tout pas directement la lutte de classes, et qui n'est pas une question vitale pour la bourgeoisie et son système mais qui tient néanmoins à cœur au public de gauche, le gouvernement déçoit ses supporters par lâcheté.

Evidemment, à quelques semaines des élections européennes, les dirigeants des partis de gauche craignent que leur cote électorale n'en prenne un coup et, avec la manifestation du 25 avril, ils espéraient se donner un petit air combatif destiné non pas à faire reculer le gouvernement mais à éviter de trop perdre de voix parmi les partisans de l'école laïque, leurs supporters d'avant 1981.

Mais si le PC et le PS voulaient vraiment se montrer un peu plus radicaux en ces veilles d'élections, que n'appellent-ils les travailleurs à manifester massivement dans la rue pour faire pression contre la politique économique du gouvernement ? Que ne les appellent-ils, toutes catégories confondues, sidérurgistes, métallos, cheminots, postiers, employés, ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, à descendre dans la rue, contre les licenciements et la vie chère, contre les sacrifices et l'austérité imposés toujours aux mêmes ?

Mais ça, on peut l'attendre longtemps des dirigeants de gauche qui se trouvaient en tête de la manifestation de mardi dernier. On peut même l'attendre assez longtemps pour que, si jamais ils lançaient un tel appel, on soit sûr que ce serait trop tard, après la bataille une fois de plus.

Arlette LAGUILLER

Vous avez dit 1^{er} mai ?

Les syndicats se sont mis d'accord. Ils défilèrent tous le 1^{er} mai... chacun dans son coin, la CGT ayant pour sa part décidé qu'à Paris, son cortège irait de la République à Richelieu-Drouot. Il aurait quand même été difficile de trouver un itinéraire plus court !

Si Krasucki et Maire ont su se retrouver ensemble, c'est six jours avant, pour la manifestation en faveur de l'école laïque, pas pour le 1^{er} mai.

Non pas qu'ils ne soient pas d'accord entre eux pour

faire accepter aux travailleurs la politique d'austérité du gouvernement de Mitterrand et Mauroy. Là, ils sont au contraire parfaitement à l'unisson.

Non pas que cela aurait changé quoi que ce soit pour la classe ouvrière si, au lieu de cortèges séparés, les directions syndicales avaient appelé à un défilé unique. Non, cela n'aurait rien changé parce qu'il y a bien longtemps que les syndicats, tous tant qu'ils sont, ont transformé en

journée de promenade et fête du muguet ce qui était la journée internationale de lutte de tous les travailleurs. Une journée qui faisait fermer les volets des maisons des beaux quartiers et fuir les bourgeois à la campagne, une journée de lutte de classe et de solidarité internationale des exploités.

Aujourd'hui, les syndicats, et le plus influent d'entre eux, la CGT, soutiennent la politique du gouvernement en place. Une

politique ouvertement anti-ouvrière, toute dévouée au patronat. Et ils ne la soutiennent pas du bout des lèvres. Au moment où les patrons licencient massivement aux quatre coins du pays, où les plans de restructuration succèdent aux plans de rationalisation, où les prix ne cessent de monter et les salaires de prendre du retard, les syndicats font tout pour que les luttes que mènent les travailleurs de ce pays ne puissent confluer en un mouvement de riposte générale aux atta-

ques patronales et gouvernementales qui les frappent.

Alors bien sûr, ce jour du 1^{er} mai, pour respecter leurs traditions à elles, les directions syndicales organisent des promenades. Pas des manifestations. Et cela est bien à l'image de la façon dont toutes ont abandonné le terrain de la lutte de classe, de la défense inconditionnelle des intérêts des travailleurs contre les bourgeois.

Lucienne PLAIN

Une justice sereine comme l'eau du Léman

Le jugement rendu dans l'affaire Paribas se solde par un total de 230 millions de francs d'amende, des condamnations à de la prison, toutes assorties du sursis, à l'exception de deux peines fermes pour des accusés qui courent encore. Le P.-D.G., Pierre Moussa, a été relaxé. Aucun « acte matériel ou juridique de participation » à l'organisation de la fraude n'ayant pu être démontré, sa responsabilité est ainsi écartée.

L'origine de l'affaire était l'exportation de capitaux effectuée par l'intermédiaire de la filiale Paribas-Genève, à laquelle avaient participé entre autres des clients tels que Bernard Darty, P.-D.G. des établissements du même nom, un importateur de caviar portant le nom de Fernand de Robert de Lalagade, les frères Margnat des vins Margnat, ou encore un huissier de justice, M. Avalle, qui avait déclaré avoir été abusé... pour n'en citer que quelques-uns.

Des transactions avec les

services des douanes avaient été menées, afin d'éviter que l'affaire vienne en justice, jusqu'à ce que Paribas soit nationalisé et que ses dirigeants aient fait échapper leur filiale de Paribas-Genève à la nationalisation en la faisant reprendre par une petite banque suisse, Pargesa, qui a multiplié son capital par 560 en vingt-quatre heures...

Alors, justice est-elle faite aujourd'hui ? On constate que ceux qui avaient transigé pour ne pas être jugés ont payé en moyenne 2,6 fois ce qu'ils auraient déboursé s'ils n'avaient pas fraudé ; mais que ceux qui ont été jugés et condamnés ne paieront que 0,66 fois... s'ils le payent. Car on ne sait pas encore si les opérations frauduleuses qui ont été faites sous le couvert de la banque ne vont pas être couvertes par celle-ci. Et comme l'établissement est maintenant nationalisé... c'est peut-être finalement l'Etat qui paiera les 23 milliards de centimes d'amende.



L'ex-P.D.G. de Paribas va pouvoir tranquillement se recycler

Quant à Pierre Moussa, on apprend qu'ayant échappé à la prison il a trouvé du travail rapidement : il va diriger un groupe financier international au Luxembourg, International Investors. Et il va donc pouvoir utiliser ses compétences et ses connaissances, dorénavant dans un paradis fiscal. Force est de constater qu'il est tout de même moins risqué de frauder sur des millions que de voler une mobylette. Avis aux amateurs.

Louis GUILBERT

AMOCO-CADIX :

6 ans de procédure pour une condamnation

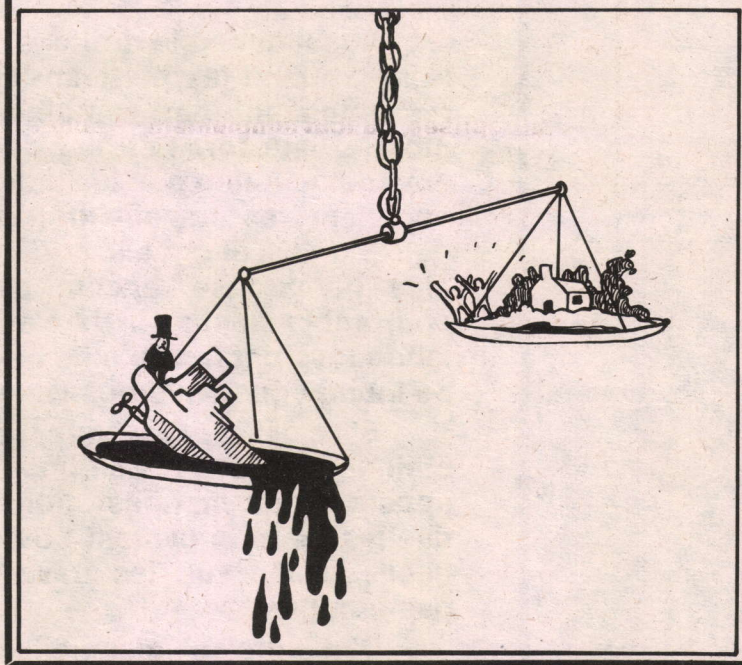
Un jugement du tribunal de Chicago vient de rendre la compagnie pétrolière américaine Standard Oil of Indiana responsable de la marée noire occasionnée par le pétrolier géant *Amoco-Cadiz* en Bretagne en 1978. A l'époque, cela avait été une catastrophe écologique sans précédent : 360 km de côtes souillées, des dizaines de communes sinistrées. Du point de vue financier, si l'on ajoute les frais engagés par l'Etat à cette occasion aux pertes subies par les Bretons, la facture est estimée à 1 milliard de francs, environ.

Ainsi, au bout de 6 ans de procédure, le syndicat des communes concernées a obtenu ce jugement favorable. Et ce qui paraît normal, à savoir que des responsables soient désignés et condamnés pour les dégâts qu'ils ont occasionnés, est en fait exceptionnel. Car dans ce domaine, le comportement des compagnies pétrolières est à l'image du comportement général des capitalistes dans cette société : l'irresponsabilité, les profits avant tout. Avec, à la clé, l'impunité. Car ces grandes compagnies ont les moyens de payer des armées d'avocats et d'embrouiller suffisamment les choses pour que la justice se dise incapable de se prononcer. Et le jugement de Chicago, justement parce qu'il constitue une sorte de « première », fait bien ressortir combien les capitalistes échappent en général à leurs responsabilités dans les dommages qu'ils occasionnent. Ce jugement va-t-il constituer un précédent, et d'autres vont-ils suivre dans des affaires semblables ? C'est possible, mais pas du tout assuré, et les pollueurs ont encore de beaux jours devant eux, dans cette société.

En tout cas, les Bretons ne sont pas du tout au bout de leurs peines. D'abord parce que la compagnie pétrolière peut faire appel de ce jugement. Ensuite parce que la Standard Oil of Indiana n'a pas encore payé les dommages-intérêts, dont le montant ne sera d'ailleurs fixé par le tribunal que dans quelques semaines, en principe. On peut faire confiance aux spécialistes de la compagnie pour utiliser tous les moyens possibles — et ils en ont certainement — pour retarder les échéances.

Il reste, pour l'instant, la satisfaction morale de la condamnation officielle. Bien sûr. Mais pas l'assurance que tout sera mis en œuvre pour éviter qu'une telle catastrophe se reproduise.

Claude CHARVET



Un pédégé prévoyant

Depuis la nationalisation de son groupe en 1982, un grand patron vivait dans l'angoisse du chômage prochain.

Aussi ce patron prévoyant se fait-il offrir une rente à vie par son conseil d'administration. 40 millions de centimes par an, à dater du jour où il quittera ses fonctions. Voilà donc Georges Pébereau, successeur d'Ambroise Roux à la direction de la CGE et P.-D.G. de la CIT Alcatel (c'est de lui qu'il s'agit) à l'abri du besoin.

Et ce « complément de rémunération » (ainsi a été pudiquement baptisée cette rente) est prévu dès le départ de Pébereau, sans délai d'attente et quelle que

soit la cause de ce départ, « même par démission, révocation, ou intervention de la limite d'âge ». Cette rente sera indexée sur la valeur du point de retraite, et sa veuve pourra continuer à en percevoir la moitié.

Le *Canard enchaîné*, qui révèle l'affaire, affirme qu'à sa connaissance aucun P.-D.G. n'avait encore eu pareil culot jusque-là dans une nationalisée. Ce serait une première !

Le *Monde* explique, quant à lui, que les P.-D.G. des nationalisées, avec leurs salaires plafonnés à 80 millions de centimes par an (auxquels s'ajoutent diverses primes sous forme de jetons de présence dans

des conseils d'administration et autres petites brouilles), peuvent parfois subir une « perte importante de leurs revenus » par rapport à leur situation précédente. Pébereau ne compenserait qu'à peine avec sa rente. D'ailleurs, toujours selon *Le Monde*, cette pratique serait courante dans le privé. Bref, Pébereau ne ferait que se battre pour le maintien de ses avantages acquis.

Avis donc aux chômeurs présents et à venir ! Les patrons avaient poussé les hauts cris devant la revendication des licenciés de Talbot qui demandaient une prime de 20 millions de centimes. Mais eux, ils n'attendent pas d'être au chômage pour se remplir les poches. C. B.

La face cachée d'un « gentil » patron

« Très social, ce monsieur Trigano », P.-D.G. du Club Méditerranée. C'est du moins ce qu'ont pu penser tous ceux qui l'ont regardé à l'émission de télévision « Sept sur sept », dimanche 22 avril. Car là, devant les caméras, il s'est apitoyé sur ces milliers d'hommes et de femmes touchés par la crise et le chômage. Mais il s'est bien gardé de parler des conditions de travail dans sa propre entreprise. Car Gilbert Trigano a une image d'homme « de gauche », ami du président de la République, de Defferre et d'Attali. Alors évidemment, il n'allait pas expliquer aux dizaines de milliers de téléspectateurs que, dans son Club, il

refuse de donner des contrats à durée indéterminée au personnel de service, composé de travailleurs immigrés, et aux « gentils organisateurs » français, travailleurs qui sont employés dans les stations du Club depuis des années.

Trigano considère que les travailleurs immigrés, venus du Maroc ou de Tunisie, qui travaillent au Club depuis 4 ou 10 ans, sont des ouvriers saisonniers. Ils travaillent 39 semaines par an et 46 heures par semaine (le temps de travail en France est actuellement de 46 semaines de 39 h). Il ne leur reconnaît pas la qualité de travailleurs à plein temps et refuse de leur payer une part à l'intéressement aux

bénéfices de l'entreprise. Cela, malgré le jugement des Prud'hommes et de la Cour d'appel.

Trigano renouvelle donc les contrats à durée déterminée de proche en proche. Par ce tour de passe-passe, non seulement il ne leur paie pas la prime d'intéressement, mais en plus il peut, du jour au lendemain, décider de se passer des services de ces travailleurs et en réembaucher d'autres. Et, ces travailleurs étant considérés comme saisonniers par la maison Trigano, ils n'ont de ce fait pour certains ni carte de séjour ni carte de travail permanentes.

Ce n'est qu'à la suite de

grèves en février 1982, que les heures supplémentaires ont été inscrites sur les bulletins de paye et que 250 salariés se sont vus dotés de titres de travail et de séjour.

Trigano, qui bénéficie d'appuis auprès de l'ambassade du Maroc, avait obtenu que des ouvriers marocains actifs dans les grèves de février 1983 se voient retenir leur passeport par la police marocaine en novembre dernier. 85 travailleurs des clubs des Alpes et d'ailleurs sont venus en délégation, le 18 avril dernier, protester au siège parisien du Club Méditerranée et réclamer immédiatement les contrats à durée indéterminée

auxquels ils ont droit. Ils ont été reçus par Trigano, qui leur a déclaré : « Je vous donne à chacun 5 briques » mais vous « dégagez » et vous rentrez dans votre pays. Je ne veux plus vous voir ainsi que votre syndicat ».

Eh oui, Trigano a peut-être le cœur à gauche. Ça aide, notez bien, en cette période, d'avoir des amis au gouvernement. Mais c'est d'abord un patron qui ne s'embarrasse ni de sentiments, ni des lois, dès lors qu'il s'agit de surexploiter son personnel.

Seulement, les « gentils » salariés du Club commencent à montrer les dents.

Le nucléaire ne rapporte plus assez : Creusot-Loire menace de déposer son bilan

Le groupe Creusot-Loire, qui emploie 40 000 salariés dans plus de cent sociétés, menace de déposer son bilan si l'Etat ne lui apporte pas une fois de plus les milliards qu'il réclame. Pas plus tard qu'en novembre pourtant, le groupe a déjà reçu 6 milliards de francs sous forme d'aides diverses (prêts à bas taux des banques et de l'Etat, vente de filiales jugées non rentables à Usinor, etc.). Mais voilà que Pineau Valencienne, le P-DG, exige de repasser à la caisse. Après s'être plaint il y a quatre mois de n'avoir reçu que 6 milliards sur les 7 demandés, il gonfle maintenant la rallonge qu'il demande à 2 milliards. Faute de quoi, il menace de fermer définitivement boutique en se mettant en faillite.

Visiblement, le P-DG et les actionnaires privés qui se trouvent derrière Creusot-Loire (principalement le groupe Schneider et la famille Empain) connaissent la chanson. Après avoir amassé un colossal magot dans la construction de centrales nucléaires, ces gens-là estiment aujourd'hui plus profitable d'investir leur argent ailleurs, de racheter d'autres entreprises, ou tout simplement d'aller spéculer : les possibilités ne manquent pas actuellement.

Aussi, ils se tournent vers l'Etat pour demander de l'argent et de l'aide pour licencier. Et comme cela ne va pas assez

vite à leur gré, comme cela risque de leur coûter un peu trop cher à leur goût, ils menacent carrément de mettre la clé sous la porte.

Devant l'importance des sommes qu'ils ont déjà reçues et l'ampleur de leurs nouvelles exigences, les capitalistes rivaux se mettent même à murmurer : eux aussi veulent leur part de subventions.

Si tous ces gens-là ont tant d'audace, ce n'est pas pour rien. C'est qu'en fait ils savent qu'ils ne risquent pas grand-chose. Ils savent que même si Creusot-Loire déposait son bilan, ne remboursait pas ses créanciers et jetait les travailleurs sur le pavé comme il en fait la menace, ni la justice ni les gouvernants n'iraient saisir leurs autres sociétés, celles qui rapportent. Et le groupe Schneider en compte quelques-unes (Spie Batignolles dans les travaux publics, Framatome dans le nucléaire, Jeumont-Schneider dans les transports et les centraux téléphoniques, Merlin-Gérin dans le gros équipement électrique, pour ne citer que celles-là) qui pourraient être nationalisées sans indemnités. Ces gens-là ne craignent pas que leurs comptes en banque soient bloqués, leurs villas et leurs appartements vendus aux enchères. Bref, ils ont ce système pour eux.

Pierre VERNANT

Sécurité sociale Ça va mieux... pour qui ?

Il faut que les entreprises gagnent de l'argent : c'est le refrain des socialistes. Bérégovoy a de quoi être content : la sienne, la Sécurité sociale, va faire quatre à cinq milliards de bénéfices cette année... sur le dos des assurés.

La recette ? Il faut commencer par grignoter le pouvoir d'achat des retraites et des allocations familiales. Il suffit de ne pas suivre la hausse des prix et ça rapporte à la Sécu. Ensuite on ajoute une réduction du remboursement de 1 260 médicaments, tels que sirops et calmants dits « médicaments de confort » qui deviennent ainsi nettement moins confortables pour l'assuré : économie 700 millions de francs en 1983.

Autre invention récente et féconde : le forfait hospitalier qui s'est avéré d'un excellent rapport puisque 1,5 milliard de francs sont ainsi passés de la poche des malades dans les caisses de la Sécurité sociale.

Mais puisque maintenant il n'y a plus de « trou » de la Sécurité sociale à combler,

puisque nous annonçons même plusieurs milliards de bénéfices, on pourrait espérer souffler un peu.

Eh bien pas du tout. C'est tout le contraire. Parce qu'au moment où le gouvernement décide d'exonérer de cotisations sociales les entreprises qui iraient s'implanter en Lorraine par exemple, promet d'alléger les prélèvements sociaux (et l'imposition) de tant d'autres — toujours bien sûr sous prétexte de favoriser l'investissement et de lutter pour l'emploi —, les quatre ou cinq milliards d'avance de 1984 de la Sécurité sociale ne vont pas faire long feu. Et c'est encore à trouver les moyens de nous pressurer un peu plus et de faire de nouvelles coupes dans les dépenses sociales que va s'affairer le gouvernement. Les députés socialistes en discutaient l'autre jour entre eux, dans une réunion avec Bérégovoy. Et il y avait deux opinions bien nettes : ceux qui disaient qu'il allait falloir couper et ceux qui le pensaient mais attendent pour le dire que cela soit arrivé...

P.V.

Maire : toujours dans la ligne

Invité dimanche dernier au Club de la Presse d'Europe 1, Edmond Maire est revenu sur les « solutions » que propose la CFDT pour remédier au chômage : diminuer le temps de travail (mais pas sans diminution de salaire) à 35 heures et surtout le droit pour les salariés de travailler « à temps partiel ou choisi ». Autrement dit, il s'agit de camoufler une partie du chômage en faisant accepter à des travailleurs une baisse volontaire de leur niveau de vie, puisqu'un travail à temps partiel n'aboutirait jamais qu'à une paie partielle, elle aussi.

A part cela, le dirigeant de la CFDT a continué à dérouler son paillason devant le gouvernement. S'il reproche à ce dernier de « manquer d'ambition sociale », ce n'est pas parce qu'il fait les quatre volontés du patronat en imposant la rigueur et les licenciements aux travailleurs. Non, c'est tout simplement qu'il manque un peu de sauce pour accompagner les mesures de restructuration et les licenciements qui s'ensuivent ; il manque, selon Maire, « un volet de propositions où puissent se retrouver les hommes et les femmes pour accepter les difficultés de la période ». Et que l'on n'oublie surtout pas les syndicats : il ne faut

pas que la modernisation se fasse « d'une façon autoritaire, technocratique... sans que les syndicats puissent discuter, influencer sur les choix » ; car si les salariés sont « placés devant le fait accompli », comme dans la sidérurgie lorraine, gare au coup de colère — qu'Edmond Maire baptise « opposition à la modernisation »...

Pour Maire, la modernisation est indispensable, même si elle contribue, comme c'est le cas en ce moment, à aggraver le chômage. Et honte au Parti Communiste qui n'est pas « rallié à une modernisation qui demande certes des efforts mais aussi des ambitions », et gloire à Mitterrand : « Le seul à proposer un objectif, celui de la modernisation de l'économie ».

Une fois de plus donc, la direction de la CFDT réaffirme son soutien complet au gouvernement, quelles que soient les mesures de rigueur prises par ce dernier contre la classe ouvrière. Et la seule perspective qu'il offre aux travailleurs est la poursuite de discussions entre les directions syndicales et un gouvernement dont, de toute façon, il approuve les orientations.

Marianne LAMIRAL

Ainsi parla Rocard

« Rocard Premier ministre ? » s'interroge Le Monde avec sérieux dans son numéro du 26 avril 1984, et ce après le passage du ministre de l'Agriculture à TF1 la veille. Et dans un autre article intitulé : « Le printemps du ministre de l'Agriculture », Le Monde de poursuivre ses éloges et de conclure : « Mais M. Rocard avait fait de cette rentrée un plaidoyer pro-domo. De ce point de vue, ce fut une rentrée réussie ».

Oui, Rocard a réussi à faire parler de lui... en commençant par en parler lui-même. Et en quels termes ? « Je crois que traiter sérieusement les problèmes réels

et ne pas biaiser avec eux est de toute façon une nécessité. C'est un peu restreindre les choses, d'ailleurs que de m'en assurer le monopole à travers mon nom ». Et au lieu de citer ses camarades de gouvernement, de citer Mendès-France « et bien avant lui, quantité d'autres dans la longue histoire de France »...

Oh Rocard ne s'est pas contenté de ces modestes propos et il a su donner un aperçu — certes bien modeste lui aussi, n'en doutons pas — de la profondeur de sa pensée. Tel ce jugement, nuancé s'il en est, sur le rôle de l'Etat :

« Quand il ne fait rien, il ne fait pas son métier, l'économie s'effondre, et aujourd'hui nous sommes dans un monde complètement désorganisé. Et quand il en fait trop, quand il prétend produire, cela ne marche pas non plus ».

Les commentateurs ne s'y sont pas trompés : des propos de cette envergure ne pouvaient à coup sûr que sortir de la bouche d'un « Premier ministre » ou d'un « présidentiable ! Quand on a tant de dons, il ne suffit plus que d'un peu d'ambition. Et ce n'est sûrement pas ce qui manque le plus à Rocard !

L.G.

Vendredi 27 avril un hommage sera rendu à Pierre Frank, lors de son incinération au Père-Lachaise, par tous ceux qui se réclament du trotskysme.

Car Pierre Frank, mort le 17 avril dernier, après plus d'un demi-siècle de lutte sous le drapeau du trotskysme, fut l'un de ces militants communistes révolutionnaires peu nombreux qui prirent conscience, à la fin des années 1920, de la portée du combat de Trotsky contre le stalinisme et qui a eu le courage de rejoindre ce combat.

Cette poignée de militants qui ont défendu dans les années 1930 les idées de Trotsky, et parmi eux Pierre Frank, ont permis qu'existe aujourd'hui en France le courant trotskyste.

Certes, il reste à ce mouvement à accomplir la tâche de reconstruire le véritable parti prolétarien, un parti mondial de la révolution, la IV^e Internationale pour laquelle Trotsky a lutté ; et nos conceptions à nous, Lutte Ouvrière, et notre pratique ont divergé bien souvent de celles de Pierre Frank. Mais si les militants de sa génération n'ont pas pu ou pas su résoudre les problèmes qui se posaient au mouvement révolutionnaire, ils ont au moins contribué à faire vivre et transmettre un acquis qui permet aux générations suivantes de s'atteler à leur tour à la tâche.

Né en 1905, Pierre Frank avait 22 ans en 1927, quand il soutint, à l'intérieur du PCF dont il était militant, la plateforme de l'Opposition de Gauche unifiée que Trotsky venait de rédiger. Autour de cette plateforme, Trotsky rassembla dans le Parti Communiste Russe tous les opposants à la montée du stalinisme. Mais Trotsky eut beau regrouper autour de lui les dirigeants les plus connus de la Révolution d'Octobre, ils ne furent qu'une minorité parmi tous les nouveaux venus auxquels Staline avait largement ouvert les portes du parti et qui, maintenant que la vague révolutionnaire était passée, n'aspiraient plus à poursuivre le combat révolutionnaire. A la fin de 1927, Trotsky et l'Opposition de Gauche furent exclus du Parti Communiste Russe, et en 1929 Trotsky fut expulsé d'URSS.

Hors d'URSS, bien peu nombreux furent ceux qui, comme Pierre Frank, se rallièrent en 1927 au combat de Trotsky. Dans les jeunes PC, bien peu de militants eurent la formation politique et l'expérience révolutionnaire pour comprendre l'importance et la signification des luttes qui secouaient le parti russe, leur portée pour l'ensemble du mouvement communiste international. Et bien peu eurent le courage intellectuel et moral de soutenir Trotsky, minoritaire et bientôt exclu, contre Staline et la direction du parti russe qui jouissait d'un prestige considérable. D'ailleurs ceux qui, comme Pierre Frank, eurent l'intelligence et le courage de prendre fait et cause pour Trotsky furent très rapidement mis au ban du mouvement communiste officiel. Pierre Frank fut exclu du PCF en 1929.

Lorsque Trotsky, chassé d'URSS, chercha avec les militants trotskystes de par le monde à se donner les moyens

de continuer son combat pour le redressement de l'Internationale Communiste contre la politique criminelle que Staline faisait mener aux différents Partis Communistes, il eut des difficultés à trouver parmi les trotskystes français des hommes prêts à payer de leur personne pour l'aider à défendre ses idées. Et c'est finalement avec Pierre Naville, aidé de Pierre Frank et de Raymond Molinier, que fut publié en 1929 le premier hebdomadaire trotskyste dans ce pays, *La Vérité*.

Pierre Frank participa en avril 1930 à la création de la Ligue Communiste, qui regroupait en France les militants trotskystes jusque-là éparpillés. Frank fut élu à la direction de la Ligue Communiste.

La collaboration entre Frank et Trotsky fut très étroite pendant quelques années. Frank alla rendre visite à Trotsky dans son exil à Prinkipo, en Turquie, et lui servit de secrétaire pendant un an, de juillet 1932 à juillet 1933.

Le combat de Trotsky et de la poignée de militants qu'il avait regroupés autour de lui ne permit pas de redresser les Partis Communistes et l'Internationale. En 1933, la défaite sans combat de la classe ouvrière allemande devant Hitler consacra la faillite politique de la III^e Internationale et Trotsky entama alors la lutte pour la IV^e Internationale.

Mais il ne suffisait pas de quelques militants courageux pour reconstruire un parti mondial de la révolution. Et malgré leur courage, leur dévouement, ces militants isolés, coupés de la classe ouvrière, ne pouvaient suppléer à l'existence d'organisations implantées dans les masses ouvrières.

En France, la Ligue Communiste avait éclaté. Pierre Frank, opposé cette fois à Trotsky, avait tenté un regroupement large autour d'un journal, *La*

Commune, lancé en décembre 1935 avec Molinier. Le regroupement ayant échoué, il créa en mars 1936 le PCI à côté du Groupe Bolchevik-Léniniste soutenu par Trotsky. Ces divisions, qui subsistèrent jusqu'à la guerre et au-delà, témoignent de la faiblesse du mouvement en France.

En 1938, lorsque Trotsky proclama la IV^e Internationale, il en connaissait toutes les faiblesses. Il l'avait créée dans les pires conditions, alors qu'elle n'avait encore aucune existence réelle, qu'il n'existait aucun parti trotskyste un tant soit peu implanté dans la classe ouvrière et que les militants qu'il avait pu rallier à lui n'étaient pour la plupart que des intellectuels en marge du mouvement ouvrier. Et surtout, c'était une période de défaites et de recul pour le mouvement ouvrier. Mais à l'approche de la guerre, il fallait, face à la trahison de la II^e puis de la III^e Internationales, lever à nouveau le drapeau de l'internationalisme prolétarien bien haut au-dessus des champs de bataille, pour qu'il serve de point de ralliement aux luttes futures du prolétariat. Trotsky avait le souci de léguer au prolétariat, par-delà la tourmente de la guerre, un programme de combat qui condensait toute l'expérience des luttes passées.

Il fallait la compétence politique de Trotsky, sa compréhension profonde des épreuves à venir, pour proclamer l'Internationale dans ces conditions. Et bien que Trotsky n'ait pas eu d'autre choix, il rencontra maintes objections et oppositions à son projet. Pierre Frank lui-même était sur cette question en désaccord avec Trotsky.

Evidemment, la proclamation de cette IV^e Internationale, qui était plus un drapeau qu'un parti, ne permettait pas, à cause de sa faiblesse même, la



formation de cadres expérimentés, rompus aux combats de la classe ouvrière, de véritables dirigeants révolutionnaires du prolétariat.

Trotsky était le seul à avoir réellement cette compétence politique et son assassinat en 1940 laissa l'Internationale sans réelle direction politique. Pierre Frank avait gagné la Grande-Bretagne en 1939. Il y fut arrêté en octobre 1940 et enfermé dans un camp jusqu'en novembre 1943. De retour en France en mars 1946, il siégea au BP du PCI et fut élu au Secrétariat International de la IV^e Internationale dont il fut, jusqu'à la fin de sa vie, un des dirigeants les plus connus.

En fait, la IV^e Internationale n'a pas survécu politiquement à Trotsky et ne parvint jamais à devenir la direction révolutionnaire mondiale que Trotsky espérait qu'elle devint.

Trotsky était conscient des faiblesses du courant qui s'était organisé au sein de la IV^e Internationale, et *a fortiori* de ceux qui gravitaient autour. Mais il espérait qu'une remontée des luttes ouvrières permettrait de renouer les idées révolutionnaires au mouvement ouvrier réel.

Ceux qui lui succédèrent à la tête de l'organisation internationale ne surent pas ou ne purent pas compenser d'une

part la disparition de Trotsky et d'autre part la faiblesse originelle du mouvement trotskyste, qui ne fut jamais assez large pour faire croître, aguerrir et former une véritable direction internationale.

Trotsky lui-même avait eu bien du mal, malgré son autorité, à faire travailler ensemble les militants qui se réclamaient de lui. Après sa mort, ce manque de compétence de la direction de l'Internationale contribua à précipiter l'éclatement de l'Internationale.

La politique d'entrisme dans les PC préconisée en 1952 par Pierre Frank et la majorité de l'Internationale en est un exemple. A notre avis, la politique suiviste de la IV^e par rapport aux mouvements d'émancipation nationaux des pays du Tiers Monde en est un autre.

Mais s'ils échouèrent, dans la période historique qui va des années 1940 à nos jours, dans la tâche de relier les idées d'Octobre 1917 au mouvement ouvrier réel, les militants comme Pierre Frank eurent au moins le mérite, et il est énorme, justement en une telle période, d'être restés toute leur vie fidèles au drapeau qu'ils n'ont peut-être pas conduit à la victoire, car ils n'en n'avaient pas les moyens, mais qu'ils ont au moins contribué à maintenir.

Émeutes contre la faim

L'entrée en vigueur d'augmentations allant de 50 à 200 % frappant des produits alimentaires de base comme le pain, l'huile de soja, le sucre, le lait ainsi que les médicaments, a déclenché lundi 23 avril une flambée d'émeutes de la misère dans toute la République dominicaine. Des faubourgs populaires de la capitale, Saint-Domingue, où vivent un million de personnes sur les six qui comptent le pays, la population est descendue jusqu'au cœur de la ville, vers ce quartier des riches, ce quartier d'affaires qui, dès le lendemain, tentait de cacher sa peur et de se protéger de la colère des pauvres par un barrage métallique mis en place par la police. Dans trois autres villes du pays, des explosions de colère rassemblaient des milliers de personnes qui s'en prenaient aux magasins d'alimentation, aux super-marchés, aux phar-

macies, à des bâtiments officiels, à des sièges du parti au pouvoir, le Parti Révolutionnaire Dominicain.

Contre la population qui s'insurgeait contre des décisions qui l'étranglent, le gouvernement a lancé sa police et son armée. Quadrillant les villes, tirant à balles réelles sur la foule, les forces de répression auraient fait — car c'est là un bilan provisoire — quarante morts au moins. Un millier de personnes auraient été arrêtées. Ce qui n'a cependant pas empêché les émeutes de la faim de se poursuivre le mardi 24 et la capitale d'être pendant deux jours entièrement paralysée par la fermeture de tous les commerces et l'arrêt de tous les transports, à la suite d'un appel lancé par les cinq centrales syndicales du pays.

La violence de la répression a été à la mesure de la peur du

gouvernement dominicain. Il a beau vivre sous la haute protection des États-Unis tout proches, la révolte des opprimés du pays fait peser une menace sur le régime. Et c'est bien dans la peur permanente de la force que représentent tous les pauvres de leurs pays, misérables, exploités, saignés à blanc, que vivent ces dictatures.

Aujourd'hui, à Saint-Domingue, ce sont encore les décisions de supprimer les subventions aux produits de première nécessité, déclenchant la flambée des prix, qui ont fait se dresser la population. Tout comme hier en Tunisie et au Maroc. Ainsi, en écrasant plus que jamais les pauvres du Tiers Monde, pour ne pas avoir à payer la crise du système capitaliste, les exploiters allument aux quatre coins du monde les feux de la révolte.

Lucienne PLAIN

La famine a tué dix millions de personnes

10 millions de personnes — dont une majorité d'enfants — sont mortes de faim ou de malnutrition au cours des quatre dernières années, dans la région nord-est du Brésil.

Selon l'ABRA (l'Association brésilienne pour la réforme agraire) qui vient de donner cette information, 71 % des enfants des 9 États de cette région, qui compte 36 millions d'habitants, souffrent de malnutrition. A Fortaleza, la capitale de l'État de Ceara, la mortalité infantile est de 250 pour mille. Elle varie de 103 à 213 pour mille dans un État voisin, le Pernambouc.

Pour l'ABRA (citée par *L'Humanité* du 24/4), la sécheresse est très loin de tout expliquer. Car il y a de l'eau au Brésil. De grands fleuves y coulent et des travaux (théoriquement prévus) pourraient permettre d'irriguer des régions entières. Mais le gouvernement n'accorde des crédits pour faire réaliser de tels travaux qu'aux grands domaines des gros propriétaires terriens. Là, les « fronts du travail » embau-

chent à bas prix chômeurs et paysans sans terre pour construire ouvrages de retenue et de répartition des eaux. Et ce sont encore ces gros propriétaires qui ne se gênent pas pour exproprier les paysans, par la violence, des terres qu'ils convoitent, qui continuent à concentrer entre leurs mains de centaines, voire des milliers d'hectares à la faveur de la sécheresse. Celle-ci chasse de leurs terres arides et stériles des milliers de petits paysans, au point qu'à l'heure actuelle on estime à un million le nombre des paysans du Nord-Est dépouillés de toute terre. Qui plus est, logique du profit oblige, « les propriétaires de ces vastes étendues ne les font cultiver qu'en fonction du bénéfice escompté. L'association (l'ABRA) a répertorié ainsi 40 millions d'hectares, appartenant à des propriétaires de plus de 500 hectares, qui restent en friche ».

Alors, qui peut encore parler, à propos de la sécheresse, de catastrophe « naturelle » au Brésil ?

Contre les travailleurs, les syndicats à la rescousse du gouvernement

En Bolivie, le gouvernement de Siles Zuazo a lancé ce mois-ci une nouvelle offensive contre le niveau de vie des travailleurs. En dévaluant le peso de 400 % par rapport au dollar, le gouvernement a provoqué une flambée des prix, encore aggravée par sa décision de réduire les subventions pour certaines denrées de première nécessité dont les prix ont brutalement augmenté de 200 à 500 %. Le pain, lui, a augmenté de 480 % ; les tarifs publics ont été relevés de 260 % et l'essence a augmenté de 400 %.

La prime de vie chère de 50 000 pesos (25 dollars) accordée par le gouvernement pour faire passer la pilule n'a pas suffi à calmer l'indignation.

Dès l'annonce des mesures, des ouvriers, employés et même commerçants se sont mis en grève. Les mineurs de l'étain ont dénoncé « la trahison de Zuazo ».

Des manifestations ont eu lieu dans les plus grandes villes et des barricades ont même été dressées. Les dirigeants de la centrale ouvrière bolivienne ont décidé d'appeler le lendemain 13 avril à une grève générale d'avertissement. Bien que la grève ait, semble-t-il, été massivement suivie, les dirigeants syndicaux l'ont fait cesser au bout de 84 heures, pour ne pas mettre en difficulté le gouvernement.

En effet, les dirigeants de la Confédération Ouvrière Bolivienne (la COB) soutiennent le gouvernement de Siles Zuazo, gouvernement de l'Union Démocratique Populaire, coalition qui inclut le PC qui a deux

ministres au gouvernement, et ils le soutiennent malgré la politique d'austérité draconienne qu'il ne cesse d'imposer à la classe ouvrière depuis un an et demi, depuis qu'il a pris la place des militaires qui n'y parvenaient plus, eux.

Les dirigeants de la COB sont bien obligés, devant la colère ouvrière, de lâcher la vapeur de temps à autre. Mais ils ne veulent en aucun cas utiliser la force du mécontentement populaire pour obtenir la satisfaction des revendications des travailleurs, comme le salaire minimum et l'indexation des salaires sur les prix, que le gouvernement promet toujours pour plus tard mais se refuse à appliquer jusqu'à présent.

Depuis 15 jours, les dirigeants syndicaux sont engagés dans un marathon de négociations avec le gouvernement, menaçant toujours en paroles de recourir à la grève générale illimitée s'ils n'obtenaient rien, mais gagnant du temps pour laisser la colère des travailleurs retomber.

Dans le même temps le gouvernement, depuis que la grève d'avertissement a cessé, a adopté un ton de plus en plus arrogant, les ministres expliquant à la télévision qu'il n'y avait pas d'autre politique économique possible et que n'importe quel gouvernement adopterait la même. Le gouvernement se permet un chantage que les rumeurs périodiques de coup d'État contribuent elles-mêmes à renforcer : ce que vous n'accepterez pas de bonne grâce du gouvernement actuel, les militaires, vous



Octobre 1982 : la victoire électorale de Zuazo : le triomphe de la démocratie disait-on. C'est aussi la permanence de l'austérité.

l'imposeront de force. A vous de choisir !

Les dirigeants syndicaux ont choisi... de céder au chantage. Ils s'évertuent à répéter qu'ils ne veulent surtout pas renverser le gouvernement puisque c'est à la droite que cela profiterait. Certes ! Mais non seulement ils ne préparent en rien la classe ouvrière à prendre elle-même en main la direction de la société, mais ils s'évertuent à lui faire renoncer à la défense de ses intérêts les plus vitaux, pour ne pas gêner un gouvernement qui, lui, ne se gêne vraiment pas pour l'attaquer de plein fouet.

Dominique CHABLIS

Le couloir de la mort

Klerksdorp, Afrique du Sud. Victime d'un accident de la route, Vivian Salomons est transporté à l'hôpital... mais pas soigné. Pourquoi ? Parce qu'il y a un problème à son admission ! Vivian Salomons, qui était métis, n'avait pas sa carte d'identité sur lui. Et le fait qu'il ne soit pas inconnu, qu'il soit présentateur à la télévision et même le premier présentateur de télévision non-blanc, sur une chaîne destinée aux téléspectateurs blancs

anglophones et afrikaners, n'y a rien changé.

Dans cet hôpital d'Afrique du Sud, on ne sait pas où le « classer ». On ne sait pas s'il faut l'admettre dans le service réservé aux Noirs, dans celui réservé aux Blancs, ou dans celui des métis. Et donc on le laisse mourir sur son brancard, dans les couloirs de l'hôpital.

On sait où classer, en tout cas, le régime raciste d'Afrique du Sud.

Rupture... très diplomatique

La Grande-Bretagne a donc décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la Libye, après la mort d'une femme-policier, tuée par balles devant l'ambassade de Libye à Londres, le 14 avril dernier. Ce jour-là, des manifestants hostiles au régime de Kadhafi avaient convergé vers l'ambassade libyenne pour dénoncer l'arbitraire militaire et policier du régime, les condamnations et pendaisons d'opposants en Libye. Ils avaient été accueillis à coups de fusil tirés depuis les fenêtres de l'ambassade, coups de fusil qui avaient fait dix blessés et un mort, une femme-policier britannique.

A Londres aussi bien qu'à Tripoli, les représentants officiels du régime libyen, les tenants de Kadhafi, ne connaissent visiblement qu'une seule réponse à l'adresse des opposants qui manifestent : la mitraille. Ce qui s'est passé ce 14 avril à Londres en dit long, en effet, sur ce qu'est réellement le régime du colonel Kadhafi qui, derrière une phraseologie anti-impérialiste, progressiste et radicale, impose sa loi à coup de *Coran*, ou de fusil quand cela ne suffit pas.

Mais ce n'est certes pas cela qui pose aujourd'hui problème à la Grande-Bretagne, vieille puissance impérialiste experte en matière de politique de la canonniers. Ses intérêts, elle n'a jamais hésité à les défendre, elle aussi, à coups de canon, comme aux îles Malou-

nes il n'y a pas si longtemps, ou à coups de mitraille, comme en Irlande du Nord depuis plus de dix ans. D'ailleurs, le peu d'empressement mis par Margaret Thatcher pour annoncer — au bout de trois jours — la décision de son gouvernement de rompre les relations diplomatiques avec la Libye de Kadhafi en témoigne.

Non, si Margaret Thatcher a finalement pris cette décision à l'encontre du régime libyen, c'est qu'elle ne peut pas, devant l'opinion britannique comme devant les milieux parlementaires qui l'accusaient de faiblesse, laisser totalement sans réplique un événement si peu conforme aux règles de la diplomatie internationale, selon les termes utilisés par son entourage pour désigner la fusillade au 14 avril.

Alors, elle fait le minimum. Les relations diplomatiques ont été officiellement rompues ; trois ressortissants libyens ont été expulsés ; les passagers libyens sont refoulés à leur arrivée aux aéroports britanniques. Mais les occupants de l'ambassade ont quand même eu douze jours pour nettoyer les locaux de tout document ; ils pourront évacuer ce qu'ils voudront par la valise diplomatique et l'auteur des coups de fusil pourra quitter le pays, avec son fusil, sans être inquiété. Savamment pesée, calculée, mesurée, cette rupture de la Grande-Bretagne.



La police londonienne fait le siège de l'ambassade de Libye

C'est que, toute grande puissance impérialiste qu'elle soit, la Grande-Bretagne ne peut se permettre n'importe quoi envers la Libye de Kadhafi, son armée et ses quelque trois millions d'habitants. Même si la Libye n'est que le 34^e partenaire commercial de la Grande-Bretagne, pour un montant équivalant à environ 6 milliards de francs, même si les intérêts économiques anglais en Libye, essentiellement liés au pétrole,

ne sont pas décisifs, il y a en Libye une communauté britannique forte de 8.000 personnes. Et Margaret Thatcher a d'autant moins envie de se trouver dans l'obligation d'aller la secourir qu'une opération militaire contre la Libye serait bien moins simple que contre les Malouines. Le souvenir de la prise d'otages américains dans l'Iran de Khomeyni et l'épineux problème qu'elle avait posé au gouvernement

des Etats-Unis, tout puissants qu'ils soient, doit revenir en forme d'avertissement à la mémoire des gouvernants anglais.

Voilà ce qui détermine aujourd'hui l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard du régime de Kadhafi. Quant aux déclarations indignées à l'adresse de la dictature libyenne et de ses méthodes, ce ne sont qu'hypocrisies.

Lucienne PLAIN

Septième semaine de grève des mineurs de Grande-Bretagne

Les mineurs de Grande-Bretagne sont entrés dans leur septième semaine de grève et leur mouvement ne semble pas faiblir. « La grève continue de se renforcer », reconnaissait mardi 24 le journal *The Times*, qui n'a rien d'un partisan des grévistes. Il semble en effet qu'au retour du week-end de Pâques plusieurs centaines de mineurs des puits du Nottinghamshire, jusque-là restés au travail, se sont finalement joints à la grève, à la suite de l'appel qui leur a été lancé quelques jours plus tôt par les délégués des mineurs des autres régions. Au total, mardi 24 ce sont 14 puits seulement, sur les 174 que compte le pays, qui ont partiellement travaillé (une dizaine se trouvant ce jour-là encore en congé).

C'est de toute évidence ce renforcement de la grève qui a amené Mac Gregor, le président des Houillères, à desserrer les dents pour proposer d'ouvrir des discussions sur un étalement des fermetures de puits et les 20 000 suppressions d'emplois, au-delà de la date limite d'avril 1985 fixée par le calendrier initial. Une perche sur laquelle s'est immédiatement précipité le dirigeant du Parti Travailleurs Neil Kinnock, qui s'est empressé de déclarer que « la proposition valait d'être creusée », mais qui a été repous-

sée (au moins provisoirement) par Arthur Scargill, le président du syndicat des mineurs.

Il est certain que la grève des mineurs gêne et inquiète le gouvernement. D'abord à cause de ses répercussions économiques. Certes, officiellement, les autorités affirment avoir des réserves de charbon pour 26 semaines. Mais le journal *The Economist* rappelle que, lors des grèves de 1972 et 1974, le gouvernement conservateur de Heath s'était largement

trompé sur l'importance des stocks de charbon dont il croyait pouvoir disposer...

Mais l'inquiétude de la bourgeoisie anglaise et des hommes politiques chargés de régler ses affaires courantes tient sans doute avant tout au caractère combatif dont les mineurs ont jusque-là fait preuve. Ils sont aujourd'hui environ 150.000 mineurs, plus leurs familles et leurs amis, en lutte depuis près de deux mois, concentrés dans quelques régions et bien décidés à ne pas céder.

Jusque-là leurs dirigeants syndicaux, qui ne se sont engagés dans la grève qu'à reculons, sous la pression des mineurs gallois et écossais notamment, ont réussi à contenir le mouvement dans des limites strictement corporatistes.

Dès que la grève est devenue véritablement effective, les dirigeants du syndicat des mineurs ont répondu favorablement à la demande de leurs collègues de la bureau-

cratie syndicale de la sidérurgie, qui leur demandaient de laisser passer les approvisionnements de coke à destination des cinq grandes usines sidérurgiques du pays. Afin de ne pas compromettre, disaient-ils, la situation de cette branche, elle-même en difficultés économiques. Un geste qui, tout en affaiblissant l'efficacité pratique de la grève des mineurs, contribuait aussi à marquer clairement que les dirigeants syndicaux avaient dès le départ fixé une limite qu'ils ne franchiraient pas : celle de l'extension de la lutte aux autres catégories de travailleurs visées par les attaques de la bourgeoisie anglaise.

Or les secteurs de la classe ouvrière menacés ne manquent pas en Grande-Bretagne : outre la sidérurgie, l'automobile, le textile, la chimie, il y a aussi les travailleurs de nombreux services publics. Mais ce n'est pas vers la jonction de toutes les forces de la classe ouvrière

britannique que les dirigeants des Trade Unions, ni d'ailleurs Arthur Scargill (qui est aussi dirigeant du Parti Communiste Anglais), se sont orientés. Bien au contraire, les uns comme les autres ont délibérément tourné le dos à cette perspective.

Les dirigeants des mineurs se sont employés dès le début à souligner, à chaque fois que l'occasion leur en était donnée, que la lutte des mineurs a pour seul objectif l'avenir de la profession et de la branche industrielle.

Les mineurs anglais réussiront peut-être tout de même à trouver la façon de s'adresser à d'autres catégories de la classe ouvrière, à rompre l'isolement corporatiste dans lequel les dirigeants syndicaux se sont employés à les enfermer (quitte, pour y parvenir, à parler un langage radical quand c'était nécessaire). Ce serait le meilleur gage de succès pour l'issue de leur lutte.

Pierre VERNANT

Reagan va chercher des voix en Chine

La visite de Reagan en Chine doit durer 6 jours. Officiellement, elle entre dans le cadre des relations avec un pays que l'administration américaine classe dans la catégorie des nations « amies et non alignées ».

Mais il ne fait de doute pour personne que cette visite, programmée à six mois de l'élection présidentielle et alors que les élections primaires sont largement entamées aux Etats-Unis, répond pour beaucoup à des préoccupations électorales.

A en juger par le programme prévu pour sa visite, Reagan risque d'avoir du mal à meubler ses six journées en Chine. Un accord fiscal devrait être signé, qui permettrait aux intérêts américains en Chine d'éviter la double imposition. Cela concerne une petite centaine d'entreprises américaines installées en Chine, ce qui est fort peu en regard de l'étendue de la Chine... et de l'appétit des capitaux américains.

Et, comme il convient dans ces circonstances, un protocole « culturel » est aussi prévu : il s'agira de reprendre des échanges qui ont quelque peu souffert depuis qu'une joueuse de tennis chinoise a obtenu le droit d'asile politique aux Etats-Unis...

Voilà. Cela laissera à Reagan du temps pour multiplier les discours du genre de celui qu'il a déjà tenu sur la route de Pékin, à Hawaï : « Les Etats-Unis et la Chine partagent, a-t-il déclaré, des préoccupations similaires sur de



Plus facile pour Reagan de se faire couvrir de fleurs à Hawaï, que de redorer son blason en Chine

nombreux problèmes géopolitiques d'une importance cruciale », comme l'intervention vietnamienne au Cambodge ou l'agression soviétique en Afghanistan.

Mais malgré sa durée, le voyage de Reagan risque fort d'avoir moins de relief que celui, triomphal, de Nixon en 1972. A l'époque, bien des espoirs s'exprimaient dans les milieux financiers américains... et chez les dirigeants chinois, même si ces enthousiasmes se sont heurtés à la réalité du sous-développement de la Chine, qui limite considérablement les possi-

bilités de développement d'un marché capitaliste en Chine, malgré la volonté des uns et des autres.

Reagan va s'efforcer de redorer son blason et tenter de faire oublier à son électorat les revers de la politique américaine au Liban ou, les difficultés qu'il rencontre en Amérique latine. Mais il n'aura probablement pas grand-chose d'autre à rapporter de son voyage que des déclarations du genre : « Les relations américano-chinoises sont parvenues à maturité ».

Hervé MARTIN

Marche de militants turcs contre la répression

Le 21 avril, organisée par le comité de solidarité avec les détenus politiques des prisons turques, la marche de protestation des émigrés et exilés turcs et kurdes est partie de Paris.

Ils doivent atteindre Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, le 7 mai, en même temps que d'autres marcheurs venus de Suisse, d'Autriche et de RFA.

Les manifestants veulent dénoncer l'arbitraire et la répression qui règnent en Turquie. Ils rappellent les grèves de la faim que mènent dans les prisons turques les détenus politiques : en janvier dans la prison de Diyarbakir où 23 militants kurdes ont trouvé la mort, puis grèves successives à la prison militaire de Mamak à Ankara, et depuis le 11 avril dans les prisons de Métris et de Sagmalcicak, à Istanbul, où 500 prisonniers sur 3 000 ont entamé une grève de la faim. Tous réclament la fin des sévices et des tortures, ainsi qu'un statut de prisonnier politique.

Venant à l'appui de la marche de protestation, un tribunal symbolique contre la répression doit se tenir à Strasbourg le 8 mai, avec des personnalités



tés turques comme le cinéaste Yilmaz Guney, le poète Nihat Berham, des avocats turcs ou étrangers et des parlementaires européens.

Cinq gouvernements européens auraient même déposé une plainte contre le gouvernement turc devant le Conseil de l'Europe, à l'occasion de ces journées de manifestation. Belle hypocrisie ! Car si les

manifestants et marcheurs turcs ont raison de vouloir dénoncer et faire connaître largement ce qui se passe dans les prisons de la dictature des militaires au pouvoir dans leur pays, les gouvernements et Etats européens, eux, auraient bien d'autres moyens de pression sur le gouvernement turc qu'une plainte dérisoire.

Julie RENOIR

PORTUGAL

Soares a la nostalgie de Spinoza

Pour présider les cérémonies du dixième anniversaire de la « révolution des œillets », Mario Soares, chef du gouvernement portugais et secrétaire général du Parti Socialiste, n'a rien trouvé de mieux que de faire appel au général Spinoza.

Il s'agit de ce militaire à monocle qui combattit en Espagne dans les rangs franquistes et en Russie dans l'armée de Hitler, qui pendant des années mena la répression dans la colonie portugaise de Guinée Bissau où il était commandant en chef. Au moment de la « révolution des œillets », en avril 1974, Spinoza joua un rôle actif dans le coup d'Etat contre Caetano organisé par le « mouvement des capitaines ».

Son passé d'homme de droite et de militaire, propre à rassurer à la fois la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme américain, le désigna pour tenir le rôle de chef de la junte de salut national issue du coup d'Etat, puis la place de premier président de la République. Spinoza avait essayé d'imposer son pouvoir personnel aux capitaines, en appelant le 28 septembre 1974 toute la droite à le soutenir contre la gauche et la fraction radicale de l'armée.

Les capitaines, avec l'appui du PS et du PC, avaient alors mobilisé les travailleurs, contraignant Spinoza à démissionner puis, après l'échec d'un nouveau putsch militaire patronné par lui, à s'enfuir en Espagne.

Tel est l'homme. Ce qui n'empêcha cependant pas, dès janvier 1975, Soares et le Parti Socialiste de tenter de s'appuyer sur Spinoza, contre le « mouvement des capitaines » et le Parti Communiste. Soares déclarait alors : « Le moment actuel n'est pas le meilleur ni le plus opportun pour critiquer Spinoza, d'autant plus que la situation au Portugal implique de la part de tous les Portugais un effort d'unité nationale ». Toute la politique ultérieure de Soares et du PSP a été une illustration de cet « effort d'unité nationale » : elle a consisté à s'allier à la droite et aux généraux du genre de Spinoza, pour faire serrer la ceinture aux travailleurs portugais.

Alors, son appel aujourd'hui à Spinoza pour présider les cérémonies du 25 avril n'a rien de surprenant : il n'est que la reconnaissance officielle de cette collaboration.

Vincent GELAS

YUGOSLAVIE

INTERPELLATION DE 28 INTELLECTUELS

Un avertissement à toute la population

28 intellectuels yougoslaves, connus pour leur sympathie pour le mouvement dissident « La nouvelle gauche », ont été appréhendés par la police le 20 avril dernier alors qu'ils étaient réunis dans un appartement privé. Cinq jours plus tard, vingt d'entre eux étaient encore détenus. Parmi les personnes appréhendées (et qui depuis ont toutes été relâchées), se trouvait Milovan Djilas, qui doit probablement à sa notoriété de n'avoir pas subi longtemps l'arbitraire de la police. En effet, même exclu du parti depuis 1954 pour « déviationnisme », même victime d'emprisonnements répétés pour activités qualifiées « d'anti-yougoslaves », il fut pendant toute une période un des principaux collaborateurs de Tito.

La Yougoslavie est aujourd'hui durement frappée par la crise économique. Dans ce pays en proie à une inflation galopante, une libération des prix doit entrer en vigueur le 1er mai, libération des prix alliée

au renchérissement du crédit, faisant partie des conditions exigées par le Fonds Monétaire International (FMI) pour accorder à la Yougoslavie un prêt de 500 millions de dollars.

En fait, la liberté des prix signifie leur hausse en flèche et une aggravation sévère des conditions de vie pour toute la population laborieuse. Et le régime de Belgrade peut tout craindre de la colère que risque de déclencher cette mesure.

Cette crainte, il l'a exprimée en procédant à ces interpellations des dissidents intellectuels. Car même leur contestation limitée pourrait ouvrir une brèche par laquelle s'engouffrerait le mécontentement populaire.

Mais ce coup de semonce lancé à l'adresse de tous les opposants est bien loin de garantir que le régime arrivera à imposer les mesures renforcées d'austérité et de vie chère qu'il prépare contre la population yougoslave.

Marie ANTONIN

BRESIL

MERCREDI 25 avril, le Parlement brésilien se réunissait à Brasilia pour se prononcer sur le projet d'amendement à la Constitution, déposé par un député de l'opposition, sur l'élection du président de la République au suffrage direct.

C'est en effet au début de l'année 1985 que le mandat du général Figueiredo, l'actuel président de la République, se termine. Les militaires acceptent de laisser la place à un civil, mais veulent contrôler étroitement le processus de passation des pouvoirs en le faisant élire par un collège électoral taillé sur mesure, où les représentants politiques des militaires ont la majorité.

L'opposition a déclenché une campagne dans le pays pour l'élection du président au suffrage direct (qui est loin d'être universel car les analphabètes, qui sont nombreux au Brésil, ne votent pas).

Ces dernières semaines, se sont déroulées dans les grandes villes du Brésil d'importantes manifestations : celle organisée à Rio de Janeiro aurait réuni un million de personnes le 10 avril dernier, alors que celle de Sao Paulo, la ville industrielle la plus importante du pays, aurait rassemblé 1.800.000 personnes, aux cris de « *Diretas, ja* » (« Elections directes, dès maintenant »).

A Brasilia, dans la crainte de manifestations, les militaires avaient décrété l'état d'urgence depuis le jeudi 19 avril. Les libertés fondamentales étaient suspendues pour les habitants de Brasilia et de dix autres villes de la région, en particulier le droit de réunion. D'importants barrages policiers barraient les voies d'accès à la ville, où la police militaire, armée de fusils et de chiens, montait la garde. Les étudiants ont été mis

en vacances pour une semaine, les émissions de radio et de télévision censurées, la retransmission en direct des débats qui devait avoir lieu a été supprimée.

Malgré ce déploiement de forces, à Brasilia aussi il y eut des manifestations le mardi 24 avril, la veille du vote : concerts d'avertisseurs scandant « *Diretas, ja* », embouteillages inédits dans cette ville. Des centaines d'étudiants ont envahi le Parlement, où des orateurs se sont succédé devant eux : syndicalistes, députés, femmes organisées en comités, dénonçant la dictature, les « généraux imbéciles et corrompus, sangsues du FMI ».

Ainsi, l'opposition peut se revendiquer du soutien de la population, qui manifeste massivement derrière ses mots d'ordre de suffrage direct.

Mais ce sont surtout les politiciens, l'opposition, les partis bourgeois, qui ont quelque chose à gagner dans cette revendication : des postes dont ils sont exclus depuis des années, et la possibilité d'acquiescer de la crédibilité vis-à-vis de la population. Et cela pour mieux canaliser et contenir le mécontentement des masses laborieuses. Ils préfèrent que les masses descendent dans la rue pour demander le suffrage direct plutôt que sur leurs revendications propres : du pain, du travail, des salaires décents, ne pas faire les frais de la crise.

Que le futur président brésilien soit élu par les militaires ou soit un représentant de l'opposition élu par le suffrage direct, cela ne changera rien au sort des masses laborieuses de ce pays. Mais la bourgeoisie comme ses représentants civils ou militaires ont intérêts finalement à leur laisser croire le contraire.

Les dangers d'explosion sociale

Les militaires brésiliens ont décidé depuis plusieurs années de « libéraliser » le pays et de passer la main à un président de la République civil.

Depuis que le Brésil, comme tous les pays sous-développés, subit la crise économique de plein fouet, les militaires ont multiplié les mesures anti-ouvrières, pressurant au maximum la population. Les masses populaires ont à plusieurs reprises, ces dernières années, manifesté leur résistance à cette politique, par de grandes grèves (comme celles de Sao Paulo en 1978), ou encore par des émeutes de la faim qui deviennent de plus en plus fréquentes.

Devant cette agitation sociale croissante, les dirigeants brésiliens craignent une explosion sociale que la dictature militaire, usée par vingt ans de pouvoir, ne leur paraît pas capable d'endiguer.

Le « miracle brésilien » vanté par les économistes bourgeois a

vécu. Ce miracle (taux de croissance du PIB de 10 % en moyenne entre 1968 et 1974) n'en était d'ailleurs un que pour les grandes sociétés américaines et européennes, et pour une bourgeoisie autochtone qui se développait dans leur sillage. Toute la politique des militaires fut d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers, aux sociétés multinationales qui s'enrichirent considérablement dans ce grand pays (16 fois la France) aux importantes ressources naturelles. Mais pour les ouvriers, ce « miracle » se traduisit par une exploitation forcenée, des salaires réels baissés, un régime politique à poigne. Quant aux petits paysans, ce fut l'exode vers les bidonvilles géants des grandes villes, les terres étant appropriées par les capitalistes de la terre, les cultures vivrières étant de plus en plus délaissées au profit de cultures industrielles d'exportation. La concentration des terres s'accéléra.

Ce miracle brésilien, qui ne bénéficia pas à la population pauvre, se fit au prix d'un endet-

tement dont elle supporte aujourd'hui le poids. D'autant qu'avec le développement de la crise économique du monde capitaliste, le pays fit de plus en plus appel aux emprunts extérieurs, jusqu'à atteindre les 100 milliards de dollars actuels, c'est-à-dire un tiers du PIB (Produit intérieur brut), et trois fois le montant de ses exportations annuelles. Le seul service de la dette (amortissements et intérêts) correspondait, en 1974, à 33 % des exportations du pays ; il en représentait 71 % en 1982.

Alors, bien sûr, la bourgeoisie s'est retournée contre les masses populaires pour leur faire payer ses dettes. L'inflation devint galopante (jusqu'à 150 %) et les salaires ont été officiellement désindexés en 1983. Les réajustements de salaire ne doivent pas désormais dépasser 80 % du chiffre officiel du taux d'inflation. Comme ce chiffre est truqué, cela signifie une amputation importante sur des revenus déjà bien maigres. En 1982, le salaire ouvrier moyen était de 600 F par mois, alors que le coût de la vie n'était inférieur que de 20 à 30 % à celui de la France.

Face à ces attaques du gouvernement et de la bourgeoisie,

les travailleurs et la population pauvre ont réagi parfois violemment.

En 1978-1979, une vague de grèves a secoué le pays. Elle débuta, là aussi, dans les entreprises métallurgiques de la banlieue de Sao-Paulo, la zone industrielle de l'ABC — Santo André (A), Santo Bernardo (B), Santo Caetano (C) —, puis toucha d'autres catégories professionnelles. C'est de ce mouvement qu'est né le Parti des Travailleurs (PT). En 1983, on a assisté à de nombreuses scènes de pillage à Sao Paulo, en particulier en avril ; puis en juillet, à la grève de la grande raffinerie pétrolière Paulinia, contre la baisse des effectifs et l'augmentation des cadences. En signe de solidarité, 60 000 métallurgistes ont débrayé. Et enfin, le 21 juillet dernier, une grève générale a été suivie par trois millions de travailleurs, surtout à Sao Paulo.

Les dirigeants du pays craignent l'explosion sociale qui menace. C'est pourquoi les militaires ont programmé leur sortie, espérant ainsi canaliser le mécontentement sur un terrain électoral, donner l'illusion à la population que son sort peut changer par les urnes. C'est à ce jeu que se livrent également les partis d'opposition, espérant bénéficier de « l'état de grâce », au moins pendant les premiers temps de leur pouvoir.



Le 16 avril, à Sao Paulo, une véritable marée humaine, un million sept cent mille personnes, manifeste pour le suffrage universel (AFP)

Le

De 19...
par le r...
dora Na...
(Movime...
tion aut...
Disso...
ils se s...
l'ARENA...
Social);
ment Dé...
des opp...
un large...
Populair...
ment le...
(pro-alba...
dans 9 E...
élection:

Trois...
— Le PD...
Lionel B...
verneur...
— Le P...
cité par...
gas, Mm...
dernière...
Parleme...
C'est en...
aboli la...
— Le PT...
Luis Inac...
de Sao...
associat...
chrétiens...
les. Il dé...
officieux...
prône u...
1982 : « I...
socialis...
ceux qui...
l'intérieu...
système...
peuvent...
proposer...
comme l...
des mult...
riale, et...
toute l'o...
économi...
ment un...
tique réf

Les étapes d'une libéralisation octroyée et contrôlée par le régime



partis politiques

En 1979, il n'exista que deux partis autorisés : le parti militaire : l'ARENA (Aliança Renovadora Nacional), le parti gouvernemental, et le MDB (Movimento Democrático Brasileiro), le parti d'opposition.

En 1979 par le président de la République, ont été reconstitués sous de nouveaux noms : est devenu le PDS (Parti Démocratique et Socialista), le MDB prit le nom de PMDB (Parti du Mouvemento Democrático Brasileiro). Il regroupe la majorité des élus et est présent dans tout le pays. C'est un assemblage qui a intégré le PP (Parti Progressista), le parti des banquiers, et comporte également des éléments pro-soviétiques (interdit) et le PC do Brasil (Parti Communiste du Brésil). Il a conquis le poste de gouverneur dans plusieurs États, dont celui de São Paulo, aux dernières

autres partis existant actuellement : le Parti Démocratique Travailliste, fondé par Getúlio Vargas, qui vient de remporter le poste de gouverneur de l'État de Rio de Janeiro.

Le Parti Travailliste Brésilien, sigle ressuscité de l'ancien président Getúlio Vargas, a recueilli des voix de l'opposition, mais au premier tour il a monnayé son appui au gouvernement. Le Parti Travailliste Brésilien, dont le président est João Silva, dit « Lula », le leader syndicaliste, a obtenu 10 % des voix. Il regroupe des syndicalistes, des étudiants, des groupes d'opposition, des mouvements d'habitants des bidonvilles, des 300 000 adhérents et bénéficie de l'appui de l'Eglise. Il se réclame du socialisme, mais a une politique réformiste. Lula a déclaré en 1983 que son statut indiquait un choix en faveur du socialisme. Mais nous ne sommes pas d'accord avec lui car il n'y a pas d'issue pour le Brésil à ce système capitaliste. En attendant que le régime change vraiment, beaucoup de Brésiliens meurent de faim. Nous pensons qu'il faut donc chercher des solutions sur des problèmes précis, comme le chômage, la liberté syndicale, le contrôle des salaires, le mécanisme de révision salariale. Notre faillite principale, comme celle de l'Amérique latine, c'est de ne pas offrir de modèle de développement. Le socialisme est évidemment une solution à long terme. Ce qui résume sa politique dans le cadre social existant.

Les militaires au pouvoir au Brésil depuis 1964 ont institué depuis quelques années un nouveau cours politique, connu comme « l'Ouverture ». Usés par vingt ans de pouvoir, en butte au mécontentement croissant de la population qui voit, avec la crise économique, ses conditions de vie se dégrader considérablement, les militaires essaient de désamorcer ce mécontentement en libérant leur régime.

Ils ont ainsi, depuis 1974, permis le déroulement d'un certain nombre d'élections, autorisé les partis politiques, à l'exception des PC et des partis d'extrême-gauche. Mais ce processus est entièrement sous leur contrôle, et ils ont toujours essayé d'endiguer la montée de l'opposition, au besoin en modifiant la loi électorale quand cela leur arrangeait.

Les premières élections de novembre 1974, qui eurent lieu au suffrage indirect, virent la montée du parti d'opposition, le MDB (le seul reconnu par les militaires), qui gagna 16 % au niveau national, ce qui prouvait l'usure du régime militaire.

A la suite de cette montée de l'opposition, le gouvernement modifia les règles du jeu électoral pour faire obstacle aux progrès de l'opposition.

En 1978 devait avoir lieu le renouvellement de la Chambre des députés, des 2/3 du Sénat et l'élection directe des gouverneurs d'États. C'est ce que stipulait la Constitution de 1969. Là aussi, le gouvernement adapta les règles du jeu électoral à ses besoins. Il décida :

- la désignation par le gouvernement du tiers du Sénat, pour y maintenir son contrôle ;
- le rétablissement d'élections indirectes pour les gouverneurs ;

- le changement des critères de détermination du nombre de députés fédéraux et du choix des délégués municipaux au collège électoral, en vue d'affaiblir le poids politique de l'opposition dans les régions les plus industrialisées ;
- et la généralisation de la limitation de la propagande.

L'amnistie, en août 1979, et l'autorisation de nouveaux partis, sauf les PC et les partis d'extrême-gauche, marquèrent une nouvelle étape dans le processus.

En 1981, nouvelle modification des règles électorales, interdisant par exemple les alliances électorales entre partis, pour freiner la montée de l'opposition.

Nouvelle modification en juillet 1982, quatre mois avant les élections de novembre 1982, qui augmente la représentation des petits États à la Chambre fédérale, abolit les 5 % nécessaires pour obtenir une représentation parlementaire, afin d'assurer au Parlement la présence de petits partis, qui pourraient jouer le rôle de charnière pour contrer l'opposition.

Alors, le pouvoir veut bien partager, après vingt ans de pouvoir absolu, en ces temps de crise, quelques responsabilités avec l'opposition. Mais pour l'instant, les militaires n'ont pas l'air d'accepter l'élection du président au suffrage direct, qui permettrait à l'opposition d'avoir une chance d'accéder à la fonction présidentielle. Ils ont choisi de faire élire, en 1985, le président par un collège électoral taillé sur mesure pour eux. Ce collège est en effet constitué de l'ensemble des sénateurs (dont un tiers est nommé par la majorité gouvernementale), des députés à la Chambre fédérale et de six électeurs par État, ce qui sur-représente les petits États, au détriment des grandes régions indus-

trielles favorables à l'opposition. Ainsi, dans ce collège, le PDS (parti gouvernemental) dispose d'une majorité très confortable de trente voix.

Parmi les militaires, certains penchent cependant pour l'élection directe, ainsi certains membres du parti gouvernemental, le PDS, ainsi que le vice-président actuel lui-même, Aureliano Chaves. C'est dire qu'ils ne craignent pas grand-chose d'une éventuelle victoire de l'opposition. Mais la grande majorité des militaires veut que la « libéralisation » s'effectue sous leur contrôle, au rythme qu'ils ont choisi, et semblent préférer éviter, si possible, que ce soit un membre de l'opposition qui accède à l'an prochain à la fonction présidentielle et concentre dans ses mains d'importants pouvoirs en matière d'armée et de police. Ils ne souhaitent probablement pas voir le nouveau président utiliser ses pouvoirs pour mettre sur la sellette un certain nombre de militaires qui se verraient, comme en Argentine, demander des comptes sur les personnes disparues ou les tortures pratiquées.

Mais ces réticences ne signifient pas que le régime en place ne pourrait pas se résigner aussi à cette concession.

L'opposition, quant à elle, a fait de l'élection présidentielle au suffrage direct son cheval de bataille. C'est un terrain sur lequel elle peut mobiliser de larges masses — les manifestations des semaines précédentes l'ont prouvé — sans grand danger pour les possédants brésiliens. Elle espère, à travers l'élection directe, acquérir une crédibilité vis-à-vis de la population, dont elle apparaîtra comme le représentant direct, élu par elle, et donc ayant sa confiance. Ce qui lui permettra, dans un premier temps, d'avoir un consensus populaire pour mener finalement une politique similaire de celle pratiquée aujourd'hui par les militaires, c'est-à-dire d'austérité pour la population travailleuse.

L'élection de gouverneurs d'opposition n'a rien changé pour la population

Le chômage, sans couverture sociale, c'est-à-dire sans aucune ressource. Le chômage, la chute brutale du niveau de vie ont accentué la clochardisation de São Paulo. Des familles entières campent désormais sous les ponts des autoroutes urbaines et font leur cuisine sur des feux de bois. Certaines construisent des abris de papier contre le béton des arches.

Lors de la grève générale du 21 juillet dernier, le gouverneur de São Paulo avait mobilisé 18 000 policiers pour quadriller la ville. Les troupes armées basées à São Paulo furent mises en état d'alerte, les églises envahies, les syndicalistes arrêtés à la veille de la grève, les locaux syndicaux occupés. Cinq directions syndicales furent suspendues, dont les syndicats les plus importants du Brésil, comme le syndicat des métallurgistes de Santo Bernardo. C'est dire si les méthodes n'ont pas changé...

A côté de la misère, règne son corollaire, la corruption. Tout se paie : un papier à la mairie, le permis de conduire, voire un diplôme d'État. La police est facilement soudoyée : elle relâche rapidement des malfaiteurs connus lorsque les avocats paient bien. Les policiers prélèvent leur dîme sur tout : auto-écoles, casinos clandestins, maisons de « massage », jeux de hasard.

Et il y a toujours les « escadrons de la mort » qui, depuis 30 ans, ont fait

des milliers de victimes. Créés et encadrés par des responsables militaires et policiers, ils recrutent souvent dans la pègre pour leurs basses œuvres : certains tueurs à gages tuent pour 10 000 cruzeiros (150 F). Créés soi-disant pour lutter contre la délinquance, les « escadrons de la mort » constituent de véritables gangs dans la drogue, les jeux, et frappent parmi les militants ouvriers et paysans, effectuent des expéditions punitives dans les quartiers pauvres pour y semer la terreur, enlèvent, tuent, torturent.

Le nouveau gouverneur de São Paulo, Montoro, a essayé de « moraliser » la profession de la police : l'homme qu'il a placé à la tête de la police régionale a ouvert des enquêtes contre les flics connus pour leur vénalité et leur façon expéditive de mener les interrogatoires. Il s'est attiré une grève du zèle dans la police. Et Montoro a cédé en le remplaçant par un autre responsable.

Cela montre les limites des timides tentatives des nouveaux gouverneurs, des gestes qu'ils se sentent obligés de faire face à la population. Même cela n'est pas toléré. Et il est sûr que ces nouveaux gouverneurs de l'opposition, de même que le président de la République, même s'il est un représentant de l'opposition, n'iront pas au-delà de ces gestes symboliques, car ils ont besoin de ces corps de répression qui constituent l'armée et la police, pour imposer aux classes pauvres un ordre économique injuste et impitoyable.

PTT

Mexandeau : au service du capital

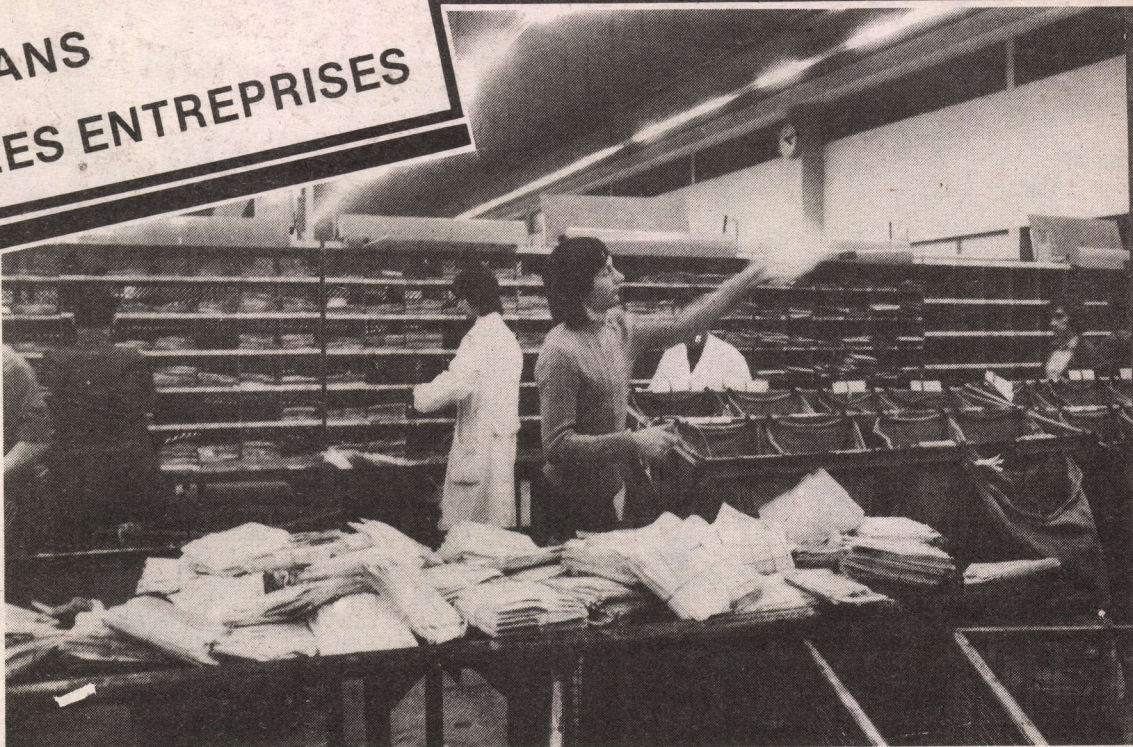
A en croire les journalistes qui assistaient à la réunion, c'est une véritable crise de rage froide que s'est payée le 17 avril Mexandeau, le ministre des PTT, lors de l'assemblée des directeurs régionaux et départementaux des postes.

Et pour plus d'efficacité, ledit ministre a même expédié ensuite la teneur de son discours sous forme de lettre à chaque directeur. Des fois qu'ils n'aient pas bien saisi, sans doute.

Mexandeau prenait la parole

au lendemain de l'intervention de la police au centre de tri postal en grève de Caen, effectuée à sa demande. Il a en particulier reproché à ses directeurs un manque d'enthousiasme : « L'heure n'est ni à l'amertume, ni aux états d'âme. Il faut résister. Voir où cela ne marche pas, effectuer des contrôles de productivité, y compris individuels ». « Il est scandaleux que des gens promus à des postes de responsabilité ne commandent pas ! » Puis après avoir, selon le journaliste

DANS
LES ENTREPRISES



Effectifs en baisse, travail qui ne baisse pas. Mexandeau a bonne mine de parler de sabotage

du Monde violemment apostrophé un directeur qui avait osé sourire, Mexandeau a dénoncé « les minorités agissantes » et « les quelques-uns qui ne méritent pas d'appartenir à la Fonction publique, qui par la grève sabotent le droit de grève, conquête de la classe ouvrière », avant d'interroger : « Est-ce l'extrême-gauche ? C'est possible. L'extrême-droite ? En tout cas, il y a là une volonté radicalement opposée à celle du gouvernement. C'est un travail de sape ! ». Bref, tout y est passé.

C'est vrai, les postiers n'acceptent pas, et à juste titre, les suppressions d'effectifs qui interviennent notamment dans les centres de tri et la réduction de leurs jours de congés. Et ils ne sont pas plus prêts qu'il y a six mois à avaler le plan Daucet qui orchestre toutes ces mesures. Alors, si Mexandeau veut faire cesser

les grèves et les débrayages des postiers il y a un moyen simple : revenir sur son plan.

Un plan, qui par les économies de personnels auxquels il procède et les réorganisations qu'il prévoit est d'ailleurs sans doute le principal responsable de la dégradation de l'acheminement et de la distribution du courrier qui serait intervenue ces derniers mois.

Seulement voilà, de l'argent pour embaucher des postiers, il n'y en a plus, comme il n'y en a plus pour embaucher du personnel soignant ou des enseignants. Delors l'a dit récemment au nom de tout le gouvernement, et c'est lui qui tient les cordons de la bourse : désormais on remplacera seulement un fonctionnaire sur trois partant à la retraite.

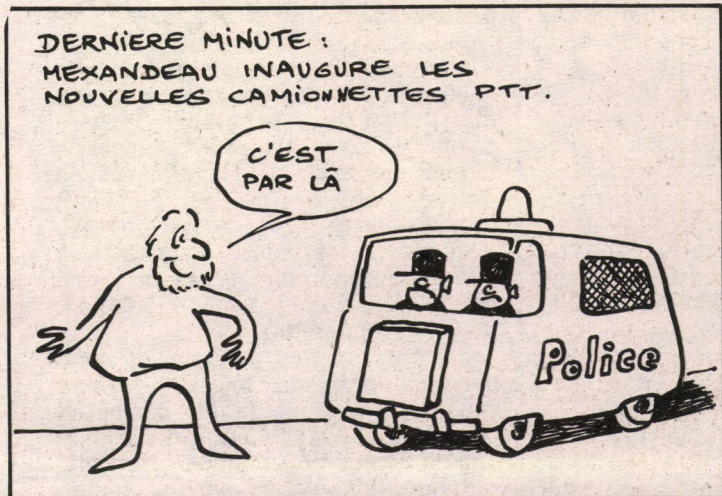
Et tous les crédits du budget des PTT sont désormais drainés prioritairement vers les dépenses destinées à financer

l'annuaire électronique, les écrans Minitel (il y en aura environ 600.000 à la fin de l'année) et à préparer la fibre optique.

Ces nouveaux matériels ne profitent qu'aux entreprises. A la fois par les commandes juteuses qu'ils représentent en 1984, 35,1 milliards de francs seront investis par les PTT, pour l'essentiel en matériels et en recherches, soit presque autant que la masse salariale de près d'un demi-million d'employés qui y travaillent). Et par les services, notamment commerciaux, que ces nouveaux matériels rendent aux entreprises.

Quant à la poste, Mexandeau veut la faire marcher à l'économie, tant bien que mal et plutôt mal que bien, on s'en rend compte aujourd'hui. Pour cela il compte donc visser les postiers. Plus vite dit que fait.

Pierre VERNANT



URSSAF (Montreuil)

Arbitraire et mauvaise foi de la direction

Mercredi 11 avril, le Conseil de discipline régional des organismes de Sécurité sociale a décidé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu de sanctionner une employée de l'URSSAF contre laquelle la direction réclamait une suspension sans traitement de sept jours.

Officiellement, la direction accusait cette employée d'avoir tenu des propos injurieux contre une de ses cadres. En fait, suite à un mouvement auquel les syndicats avaient appelé sur l'URSSAF, cette employée était allée demander à cette cadre, par ailleurs déléguée CGT, comment elle concevait son mandat syndical alors qu'elle venait de faire un rapport sur cette employée, elle aussi de la CGT. Il n'y avait jamais eu de propos injurieux de proférés à cette occasion, comme l'ont montré devant le Conseil de discipline régional les témoignages écrits de plusieurs employés témoins de la scène. Seulement, la direction de l'URSSAF avait cru pouvoir saisir là un prétexte pour s'en prendre à une employée ayant joué un certain rôle dans le mouvement des Comptes généraux, en décembre et janvier derniers, à la suite duquel la direction avait infligé des sanctions à douze employées.

En saisissant le Conseil de discipline régional, la direction de l'URSSAF espérait-elle que ce mauvais coup passerait sans trop de problèmes ? Comptait-elle aussi sur une relative passivité de certains syndicats, la CGT et la CFDT ne défendant cette employée que du bout des lèvres, et les syndicats n'ayant appelé à débrayer contre les sanctions de janvier dernier qu'au bout de dix jours ?

Toujours est-il que cette employée a pu assurer sa défense avec l'aide et l'appui de ses camarades de travail, les syndicats (c'est bien la moindre des choses) acceptant de venir l'assister devant le Conseil de discipline.

Alors bien sûr, la décision du Conseil de discipline régional constitue une victoire pour cette employée, pas seulement pour elle, mais aussi pour tous ceux qui avaient fait grève aux Comptes généraux. Car personne ne pouvait s'y tromper : dans cette affaire, ce sont les grévistes de janvier dernier et au-delà toutes les employées de l'URSSAF voulant défendre leurs conditions de travail et leur paye qui étaient visées.

La direction n'a cependant pas voulu s'en tenir à la décision du Conseil de discipline régional qui avait refusé toute sanction. Elle a quand même infligé un blâme à cette employée. Son représentant, dans la lettre motivant cette nouvelle sanction, écrit : « J'ai pris acte » des attendus du Conseil de discipline « et je décide en conséquence, me ralliant à son analyse, de limiter la sanction que je vous inflige, au blâme ». S'il fallait donner une nouvelle fois la preuve de la façon tendancieuse dont la direction interprète les propos ou déclarations, la démonstration serait particulièrement claire.

L'affaire ne va pas en rester là, car cette employée, forte de son bon droit, n'accepte pas d'être victime de l'arbitraire. Et elle va contester cette sanction devant le tribunal de Prud'hommes.

Correspondant L.O.

ECHOS DES ENTREPRISES

Le travail, ce n'est pas la santé

Au 1^{er} étage Mécanique, dans l'île, depuis le changement de cadence sur la nouvelle chaîne, tous les postes sont vraiment durs à tenir ! La semaine dernière, nous sommes allés en délégation au bureau du chef. Il a bien dû nous entendre. Mais lui, par contre, n'avait pas grand-chose à nous dire : du vent, ou presque. Il paraît qu'ils vont faire une enquête, pour « voir » : une de plus ! Mais pour nous, c'est tout vu ! Il y a trop de travail, et nous sommes

bien placés pour le savoir. Vu du bureau, évidemment, les enquêtes donnent toujours les mêmes résultats : le temps passe, et le boulot reste le même, quand il n'augmente pas !

Alors, ras le bol de courir après la chaîne. A quoi cela sert-il de travailler comme cela ? A faire des stocks, pour qu'ensuite la direction nous mette au chômage ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Billancourt.

Machine à sous

On avait pourtant eu du mal à les obtenir, ces petites machines à calculer, dans les services des comptes.

Mais récemment, on nous a remis un petit formulaire en trois exemplaires nous indiquant qu'en cas de vol ou de perte, il faudrait les rembourser. Résultat : quasiment tout le monde les a rendues !

Alors, si vous voyez le directeur avec une machine en pendentif, une autre en guise de pochette et dix autres dans sa mallette, ne cherchez plus : il va faire le camelot aux Puces de Montreuil.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière URSSAF Montreuil

Les infirmières en grève...

DANS
LES HÔPITAUX

Le mardi 24 avril, le personnel infirmier des hôpitaux et les infirmières libérales ont fait une grève des soins (urgences assurées) de 24 heures qui devait être suivie d'une grève du zèle de cinq jours. A Paris, 15 000 infirmières ont manifesté.

Elles protestent contre l'annulation par le Conseil d'Etat d'un décret définissant leurs compétences lorsqu'elles exercent leur profession de façon libérale, c'est-à-dire en dehors du contrôle d'un médecin. La décision a, de ce fait, particulièrement touché les infirmières libérales (10 % de l'effectif total) qui se retrouvent théoriquement dans « l'illégalité » quand elles pratiquent cer-

tains soins (injections intra-veineuses, prises de sang, poses de sondes urinaires, tubages gastriques...). Elles craignent de perdre une part importante de leurs revenus au profit des médecins biologistes.

Bien que non concernées par la décision du Conseil d'Etat, les infirmières hospitalières se sont senties aussi visées; et tout particulièrement les élèves. Elles craignent une atteinte à leur « statut » et une déqualification à l'hôpital. Elles souhaitent se réserver une possibilité de quitter l'hôpital et de devenir elles-mêmes libérales.

Cette aspiration n'est guère surprenante quand on

connaît la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux.

Mais ce n'est pas un statut, quel qu'il soit, qui peut changer ces conditions, quoi qu'en disent les syndicats qui, tous, ont cantonné leur action sur le terrain de la défense de la profession et de la lutte « pour un bon contenu du décret ».

Le ministère a déjà promis un statut « enrichi et actualisé de nouvelles compétences ».

Mais ce qu'il n'a pas promis, et pour cause, ce sont les seules choses capables d'améliorer le sort du personnel hospitalier : de meilleurs salaires et l'ouverture de l'embauche.



• A l'hôpital Saint-Antoine (Paris)

A Saint-Antoine, des surveillantes ont pris fait et cause pour la défense de la profession.

Dans le service Darnis, la feuille de recommandations aux grévistes a été faite par la surveillante. Elle proposait même des repos supplémentaires à celles qui ne voulaient pas se porter grévistes et qui voulaient aller à la manifestation !

Dans le service Decroix, c'est la surveillante qui est

venue voir les infirmières dès la semaine précédente pour leur dire : « Vous êtes en grève mardi prochain, vous savez que je suis solidaire de vous ».

Dans le service Duhamel, les infirmières se sont réunies et se sont organisées. Elles faisaient les prélèvements à condition qu'elles aient des fiches techniques leur indiquant précisément comment elles devaient procéder.

• A la Pitié-Salpêtrière (Paris)

Mardi matin, dans le service de réanimation Castaigne, les infirmières se sont organisées. Nous avons décidé de ne pas faire du tout de prélèvements. Aux médecins qui protestaient, nous répondions : « A vous de piquer. Nous sommes en grève : vous, vous avez bien fait la vôtre ».

Mercredi matin, les discussions ont continué. Des réflexions revenaient souvent : « On veut plus de responsabilité, on ne veut pas être les bonniches des patrons ». Les aides-soignantes et les agents hospitaliers, à l'appel de la CGT, ont également fait grève dans ce service pour leurs revendications.

Quant à la manifestation du mardi matin, nous étions 200 de l'hôpital à y aller. De nombreuses infirmières disaient : « Nous ne sommes pas assez ».

décide de proposer une manifestation dans les rues de Nancy et entraîne derrière sa banderole plusieurs centaines de personnes, dont bon nombre d'infirmières. Manifestation dynamique, les slogans : « Infirmières en danger, vous êtes tous concernés ! » ou « Infirmières en colère, nous voulons un statut ! » et les tracts sont accueillis avec bienveillance par les passants et les automobilistes.

Pour les élèves-infirmières une journée réussie. Il faut dire que par-delà l'affaire du décret il y a un ras-le-bol bien réel et croissant de la première à la troisième année qui s'est exprimé au grand jour.

• A l'hôpital Cochin (Paris)

A Cochin, beaucoup d'infirmières qui ne viennent jamais aux manifestations sont venues cette fois-ci, ainsi que plusieurs surveillantes.

Le bloc opératoire d'Ollier était fermé, seules les urgences étaient assurées. Dans une discussion, une infirmière disait : « A l'hôpital, on n'est pas concerné par l'annulation du décret, mais

on est solidaire des libérales ».

Dans les écoles d'infirmières, les élèves étaient en grève massivement. Des monitrices ont participé et sont venues à la manifestation. Dans certaines écoles, les monitrices encadraient les élèves. Un des slogans les plus repris était : « Les biologistes au labo, les prélèvements aux infirmières ».

La manifestation

Il y avait plus de 100 personnes de Saint-Antoine à la manifestation, dont une bonne moitié d'élèves. Ce qui est un bon chiffre.

La CGT a distribué des badges, mais une partie du personnel a déchiré le sigle CGT et n'a collé que la revendication : « J'exige des négociations pour mes revendications ». Dans la manifesta-

tion, le « Union, action avec la CGT » était sifflé. Et le responsable qui a parlé à la fin de la manifestation a été chahuté.

Certains ont été déçus qu'on nous empêche d'aller au ministère, alors que, comme le faisait remarquer une manifestante : « On n'avait jamais été aussi nombreux depuis Mai 1968 ».

• Nancy

Les élèves infirmières se mobilisent

A l'école de Brabois, c'est le CIPLE (Comité infirmier permanent de liaisons et d'études) qui a informé les élèves de l'annulation du décret définissant les compétences des infirmières. Aussitôt des élèves décident de faire circuler l'information, un tract est rédigé reprenant les propositions d'action du CIPLE, notamment la grève du 24 avril avec un rassemblement à la DRASS (Direction régionale de l'action sanitaire et sociale). Il est distribué dès le mercredi 18 avril par plusieurs dizaines d'élèves aux hôpitaux de la région.

Les infirmières elles-mêmes étaient alors loin d'être toutes au courant, l'administration ayant fait le

black-out. Seules quelques rares surveillantes avaient passé outre l'interdiction et diffusé la nouvelle dans leurs services.

Le mercredi soir, une soixantaine d'élèves des écoles de Brabois et de Central se retrouvent en assemblée générale et un Comité de liaison est constitué qui regroupe des représentants de chaque promotion.

Mardi 24, jour de grève nationale, ce sont plus de cinq cents infirmières, élèves et cadres qui sont rassemblés Place Thiers où des délégations sont reçues par le directeur de la DRASS qui avait d'abord fait dire qu'il était absent !

En revenant de la délégation, le Comité des élèves

ECHOS DES ENTREPRISES

Un camp de travail

Avant le chantier du Plateau et du VHR étaient clôturés par un grillage. La direction, par la suite, fit monter une clôture en plaques de ciment. Au-dessus, en ce moment, elle fait installer une « rehausse » pour fixer du grillage ou des barbelés. A ces dernières installations, nous ne savons pas ce qui va encore s'ajouter...

Nous pouvons dire, et cela ne date pas d'hier, que la SNCF s'emmure dans une fausse solution, car si chaque année l'effectif des cheminots du Landy se réduit, ce n'est pas par là qu'ils... s'évadent.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Landy.

A votre bon cœur

Pour écouler son surplus d'électricité, EDF vient d'avoir une idée lumineuse : son directeur général, Jean Guilhamon, a écrit à tous les retraités de la maison en leur demandant de faire de la publicité autour d'eux pour accroître la consommation d'électricité.

Il les appelle au secours pour caser les milliards de kilowatts-heures qui risquent de lui rester sur les bras d'ici 1990.

S'il dépensait autant d'énergie à augmenter les retraites !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière EGF Paris.

La bonne adresse

Trois chômeurs normands avaient décidé de s'offrir pour Pâques un bon repas. Ils se sont attablés dans un restaurant de Saint-Adresse, près du Havre, et se sont tapés la cloche pour la coquette somme de 1.700 F.

Au moment de l'addition, le patron du restaurant, au lieu de

les diriger vers la plonge ou vers le commissariat, leur a proposé un paiement échelonné.

Mais attention : il paraît que cela ne se termine pas partout ni à tous les coups comme cela ! Et nos trois chômeurs n'ont pas eu que le ventre creux, mais le nez aussi.

DANS
LES ENTREPRISES



L'application des 35 heures suscite le mécontentement

Le 3 juin prochain, 45 000 cheminots devraient voir leur horaire de travail ramené de 39 à 35 heures. L'arrêté ministériel qui règle l'application de cette mesure est paru le 4 avril dernier. Il en exclut la grande majorité du personnel de la SNCF. Mais, même parmi les agents de conduite et les sédentaires en travail posté qui en bénéficieront, ce projet suscite plus de grogne que de satisfaction.

AGENTS DE CONDUITE

Pour les agents de conduite, la journée de travail calculée sur le mois est ramenée de 8 heures... en moyenne, à 7 h 30... en moyenne. Dans la pratique, un conducteur peut être absent de chez lui pour le service pendant quelque 80 heures, sur 6 jours consécutifs. Tel est le résultat de l'organisation du travail en roulements, et surtout de la réglementation du travail (le PS4R), qui autorise la SNCF à programmer des coupures de plusieurs heures en pleine journée de travail et des « repos hors résidence », attribués d'office... à l'autre bout du pays.

Ainsi, à chaque changement de service d'hiver ou d'été, la SNCF concocte des roulements toujours plus « serrés », en faisant la chasse aux temps morts, en multipliant les rotations.

Avec les 35 heures calculées en durée moyenne mensuelle, rien ou presque ne sera changé de ce point de vue. Il lui suffira de raccourcir une journée par-ci, par-là. D'ailleurs, la SNCF n'envisage pas le moins du monde d'augmenter les effectifs : c'est bien qu'elle compte faire faire le travail... en moins de temps.

PERSONNEL SEDENTAIRE

Initialement, les 35 heures avaient été promises à tous les agents effectuant des travaux qualifiés de « pénibles ». Dans la pratique, cela va être l'arbitraire le plus complet : seuls les agents en 3x8 et ceux en 2x8, qui effectuent au moins une période de 2 heures de travail de nuit entre minuit et 4 heures en bénéficieront !

Le ministère laisse ouvertes trois possibilités : réduction journalière, attribution de repos compensateurs, ou combinaison des deux moyens. Et il renvoie aux directions locales le soin de négocier le mode d'application... tout en préconisant de choisir la solution la plus économique.

Et un peu partout, les directions locales affirment vouloir s'en tenir à une réduction quotidienne. Mais les cheminots, presque partout, préféreraient de loin une compensation en repos, car ils estiment ne rien gagner à une réduction journalière.

Qu'on en juge. Au Service intérieur du dépôt Paris-Sud-Ouest, la réduction d'horaire se ferait pour ceux qui sont en 3x8, seulement en équipe de nuit ; l'horaire serait 20 h-2 h 20 au lieu de 20 h-4 h. Mais alors, il faudrait attendre plus d'une heure le premier train-navette pour rentrer chez soi... A Melun, la SNCF a trouvé cette autre solution : le dimanche, un cheminot serait en équipe de 4 h à 8 h, et un autre de 8 h à 12 h ; ainsi on viendrait le dimanche pour travailler 4 h et la SNCF gagnerait un poste... Dans les triages, la SNCF veut instaurer des « agents-coupeurs » : ceux-

ci resteraient au travail pendant une amplitude pouvant aller jusqu'à 11 h, pour assurer les « trous » laissés par les agents passés à 35 h. A Villeneuve-Saint-Georges, des cheminots ont réagi ainsi : « On préfère garder les 39 heures ! ».

En fait, partout, la SNCF compte sur l'élimination des « temps morts » pour donner à bon compte les 35 heures. Mais il n'est pas dit que les cheminots ne réagissent pas. Et il serait d'ailleurs légitime que ceux qui préfèrent des repos compensateurs se battent alors aux côtés de ceux qui revendiqueraient une réduction quotidienne.

La SNCF est tout à fait capable d'organiser des horaires d'une infinie complexité pour ses impératifs de service. Il lui serait facilement possible de satisfaire les différentes catégories de cheminots... à condition de l'y contraindre.

Correspondant L.O.



SNCF Ourcq-Pantin :

Les travailleurs de l'entreprise de nettoyage USP en grève

Depuis jeudi 12 avril, les 180 travailleurs de l'entreprise de nettoyage USP de l'Ourcq sont en grève.

Leur travail : nettoyer tous les trains grandes lignes et banlieues, pour un salaire mensuel de 4 000 F, et 4 500 F quand ils travaillent tous les dimanches.

Pour avoir le contrat avec la SNCF, les entreprises privées de nettoyage cherchent à baisser leurs prix au maximum. Ce n'est pas à leurs bénéficiaires qu'elles touchent pour être concurrentielles, mais aux salaires des ouvriers. C'est d'ailleurs contre des baisses de salaires que les ouvriers de l'entreprise ONET, par exemple, s'étaient mis en grève il y a quelques semaines, à la Gare du Nord.

Les travailleurs de l'entreprise USP de l'Ourcq exigent une prime de productivité de 200 F. Il y a quelques mois, suite à une grève, ils avaient obtenu une prime de productivité de 50 F que leur patron leur supprimait, ce qui provoqua la colère et fut à l'origine de la grève.

Jusqu'au mardi 24 avril, ils occupaient leurs locaux, organisaient des piquets de grève jour et nuit, faisaient des rondes sur le chantier pour empê-

cher quiconque de faire le travail à leur place. Leur patron les a attaqués devant le tribunal, ce dernier les mettant en demeure de cesser l'occupation du local de leur patron qui se trouve sur le chantier. Mais dans les faits, cela n'a pas changé grand-chose, car les grévistes occupent toujours le chantier.

Dans les premiers jours de la grève, le patron de l'Ourcq de la SNCF, avec quelques chefs, avait essayé de briser la grève en jouant les jaunes. Mais à quelques-uns, on ne remplace pas le travail de 180 ouvriers, surtout quand on est si peu habitué à travailler de ses mains. Devant ce peu d'efficacité, la direction de la SNCF a changé de tactique. Maintenant, elle fait nettoyer les trains un peu partout sur la région Est.

La direction marche la main dans la main avec le patron de l'USP. Cela est clair pour tous les ouvriers. Mais le moral des grévistes n'est pas entamé pour autant, d'autant plus que les travailleurs du nettoyage de l'USP de Noisy, de Villeneuve-Saint-Georges et de Clichy se sont eux aussi mis en grève pour les mêmes revendications.

Correspondant L.O.

SNCF atelier dépôt Paris Sud-Ouest : Coup de colère

A l'atelier du dépôt Paris-Sud-Ouest travaillent une centaine de personnes, à réparer les locomotives. Parmi le personnel sédentaire, depuis plusieurs semaines un certain mécontentement existait. L'attitude de la direction, qui quotidiennement serre la vis, l'encadrement qui multiplie les réflexions sur la qualité du travail, les brimades, les demandes d'explication, en organisant une chasse systématique aux temps morts, a provoqué la colère parmi l'ensemble du personnel.

Lundi 16 avril, les cheminots décidaient de se réunir, indépendamment des organi-

sations syndicales, pour discuter de la situation. La nécessité de réagir aux attaques de la direction faisait l'unanimité. Rendez-vous fut repris pour le lendemain.

Le lendemain, les cheminots, plus nombreux, se sont retrouvés et ont décidé d'organiser un débrayage dans l'après-midi pour aller dire ensemble au chef de dépôt leur ras-le-bol et montrer leur détermination à ne plus accepter l'attitude de la direction à leur égard. Dans chaque équipe, un cheminot se portait volontaire pour soumettre à ses camarades le texte qui devait être lu à la direction.

A 15 heures, presque tous les sédentaires débrayèrent et se rendaient au chef de dépôt. Celui-ci, surpris par le débrayage, se mit d'abord en colère. Obligé d'entendre les grévistes qui avaient envahi son bureau, il menaçait de mettre des sanctions. Mais cela n'a ému personne. Au contraire : « Si tu nous sanctionnes, eh bien, on redébraye... Tu ne nous étonnes pas », entendait-on.

De retour à l'atelier, les discussions sont allées bon train. Et tous étaient contents d'être allés dire son fait directement à la direction.

Correspondant L.O.

CHR de Bordeaux :

Un congrès CGT à la polonaise

Mercredi 18 avril a eu lieu le congrès CGT du CHR de Bordeaux. La section de l'Hôpital-Sud (134 syndiqués), dissoute antidémocratiquement à la Commission exécutive du syndicat le 20 mars, n'y était pas invitée, à l'exclusion de quelques membres triés sur le volet. Et alors qu'habituellement le congrès se déroule dans un des hôpitaux, il a eu lieu cette fois à la Bourse du Travail.

Le collectif mis en place à Haut-Lévêque pour remplacer le bureau dissous n'a pas jugé bon de convoquer l'assemblée générale de syndiqués pour élire les représentants au congrès. Il s'est contenté de s'adresser à quelques syndiqués choisis. Mais malgré cela, l'accueil n'a pas été chaleureux.

C'est bien un congrès à la Jaruzelski que des dirigeants du syndicat avaient préparé, un congrès où ils pourraient être sûrs de l'unanimité des votes.

Le jour du congrès, qui devait débuter à 8 h 30, dès 7 h 30 les responsables du syndicat étaient déjà sur place ainsi que le service d'ordre du congrès. C'est bien la première fois que l'on a vu un congrès du CHR aussi matinal !

Des camarades de la section-Sud et quelques autres travailleurs venus les soutenir (une quarantaine de camarades en tout) s'étaient rassemblés devant la Bourse avec l'intention de se faire entendre au congrès.

Il n'en a pas été question : ce congrès fabriqué s'est déroulé sous la garde de gros bras qui bloquaient la porte de la Bourse, empêchant les camarades de la section Sud et la presse de rentrer.

Et, on ne sait convoqués par qui, les Renseignements Généraux étaient présents ainsi que deux fourgonnettes de flics à proximité de la Bourse.

Nous sommes donc restés devant la porte jusqu'à 9 h 15, apostrophant le service d'ordre plutôt gêné et gardant le silence. Quant à la secrétaire du syndicat, elle s'est fait interpellé par les camarades de l'Hôpital-Sud, par les joyeux surnoms de « Tornade Blanche » ou « Madame Propre », elle qui s'était vantée de faire le ménage à la CGT.

Devant l'impossibilité



Intervention de la CGT de l'Hôpital-Sud devant la Bourse du Travail, lors du congrès CGT des hospitaliers.

d'accéder à ce congrès antidémocratique, nous nous sommes séparés aux cris de « Démocratie ouvrière ». Et ceux qui faisaient grise mine n'étaient pas ceux qui n'avaient pu entrer, mais les « bien-pensants » qui étaient au congrès et les militants qui avaient servi de flics pour garder la porte.

Les bureaucrates syndicaux n'ont pu réussir à faire venir que 70 sur les 500 syndiqués du CHR. De l'Hôpital-Sud, seuls les membres du collectif étaient présents. Malgré l'argument utilisé des deux jours de congés pour le congrès, une seule syndiquée était présente, alors que c'est à 89 sur 134 syndiqués qu'ils s'étaient déplacés, en dehors du temps de travail, pour réélire notre bureau dissous, le 22 mars.

Au congrès, la dissolution de la section Sud a été mise au vote. Le résultat a

dû réjouir les organisateurs : 65 voix pour, 2 contre, et quelques abstentions non exprimées. Quoi d'étonnant à cette touchante unanimité !

Mais, avec ces méthodes que l'on ne peut qualifier que de policières, les membres du Parti Communiste qui sont à l'origine de cette affaire ne réussiront pas à faire taire les syndiqués de l'Hôpital-Sud.

Rien de changé donc : les militants de la CGT de l'Hôpital-Sud qui ne se résignent pas à accepter que les dirigeants de la CGT soient solidaires d'un gouvernement de licenciements, sont les seuls à représenter la CGT à Haut-Lévêque. Disons par 65 personnes de tout le CHR, ils restent les élus de 90 syndiqués de l'Hôpital-Sud, les seuls qui ont leur mot à dire.

Correspondant LO

L'austérité est de rigueur

Au CHR Esquirol, un Comité technique paritaire (CTP) a eu lieu le 18 avril, au cours duquel la direction a confirmé les bruits qui couraient déjà dans l'hôpital sur les décisions du conseil d'administration : aucune embauche, même pas pour remplacer les départs à la retraite ou les départs tout court. Le prétexte invoqué : « On garde les postes pour les infirmiers qui sortiront de l'école en juin 1985 » !

Sous prétexte aussi de combler le déficit de 250 millions qui existerait sur le budget du personnel, les congés longue durée ne seront pas non plus remplacés.

Et pourtant, déjà, le manque de personnel est le principal problème de l'hôpital, jusqu'à devenir criant dans certains services. Il existe encore des pavillons où les infirmiers font la nuit, seuls pour 30 malades, même dans des services de comateux qui sortent de réanimation comme en « psychoréhabilitation » dans le secteur du professeur Léger, dit « Secteur IV ». Dans ce service, le personnel de la psychoréhabilitation et du pavillon Baruk a fait une pétition et une délégation auprès de l'attaché de direction du personnel, pour demander de ne plus faire la nuit à un seul.

Le conseil d'administration ayant refusé toute embauche, la direction veut quand même agrandir ce service et faire pas-

ser de 12 à 25 lits la « psychoréhabilitation », en prenant le personnel dans d'autres services. Elle baptise cela « redéploiement des effectifs » et demande aux syndicats leur accord. Jusque-là les syndicats n'ont pas accepté.

Un chef de service veut aussi ouvrir un hôpital de jour à partir du 1^{er} mai, en prenant le personnel dans son service. Bien entendu il ne sera pas remplacé, alors que 3 départs depuis le début de l'année n'ont pas été remplacés non plus.

La réaction des syndicats au gel des postes vacants jusqu'en juin 1985 est plutôt tiède, sinon nulle.

Au CTP, FO, très majoritaire sur l'hôpital, a refusé de siéger parce que les élus locaux (président du Conseil général, conseillers généraux en majorité de gauche) n'étaient pas présents. Bien entendu ces messieurs ont préféré ne pas devoir donner d'explications sur la politique de leur gouvernement.

La CFDT et la CGT, elles, sont plutôt muettes sur le sujet et évitent de mettre en cause le gouvernement. La CFDT, faisant un compte rendu du CTP dans une assemblée générale proposait comme « lutte », de faire attention que la direction ne gèle pas plus de postes vacants qu'il n'y avait d'élèves dans la promotion de 1985 !

CHAFFOTEAUX ET MAURY :

Menaces de licenciements

A Chaffoteaux et Maury l'annonce, le 10 avril dernier, que les banques refusaient de continuer à payer les fournisseurs, a eu l'effet d'un pavé dans la mare pour les travailleurs. En effet, même s'il y a déjà eu deux semaines de chômage technique et si deux autres sont programmées, personne ne s'attendait à cette annonce.

La direction, habituellement pas avare d'explications, a indiqué par la plume du directeur que, bien sûr, la situation était préoccupante, mais seulement passagère. Seule une dette pas totalement payée pour un chantier de maisons préfabriquées, montées en Algérie par une filiale de Chaffoteaux, était à la base des difficultés financières actuelles de l'entreprise.

Mais ces explications n'étaient pas faites pour rassurer les salariés. Chacun attendait la décision du tribunal de commerce de Paris, qui risquait de prononcer le dépôt de bilan. Le bruit courait que les salaires ne seraient pas versés en avril.

Chacun y allait de son commentaire, mais personne n'avait envie de réagir. La CGT a dénoncé la situation par tract, fait nommer un expert pour en savoir plus, mais n'a proposé aucune action. Finalement, c'est le 19 avril que le tribunal a annoncé sa décision suspension provisoire des poursuites et pas dépôt de bilan.

Mais avant que le plan de restructuration que la direction doit proposer au tribunal d'ici deux mois soit connu, les travailleurs ont déjà eu droit à un avant-goût de ce qu'on leur prépare. Les salaires seront bien versés en avril, mais l'augmentation de 1 % prévue n'y sera pas. D'autre part, la direction estimait déjà depuis plusieurs mois qu'il y avait 322 personnes en trop dans l'usine. Seules 120 pré-retraites seraient possibles et la menace de licenciements risque fort de devenir réalité, au nom des difficultés actuelles, vraies ou fausses. Tout laisse présager une attaque en règle de la part de la direction.

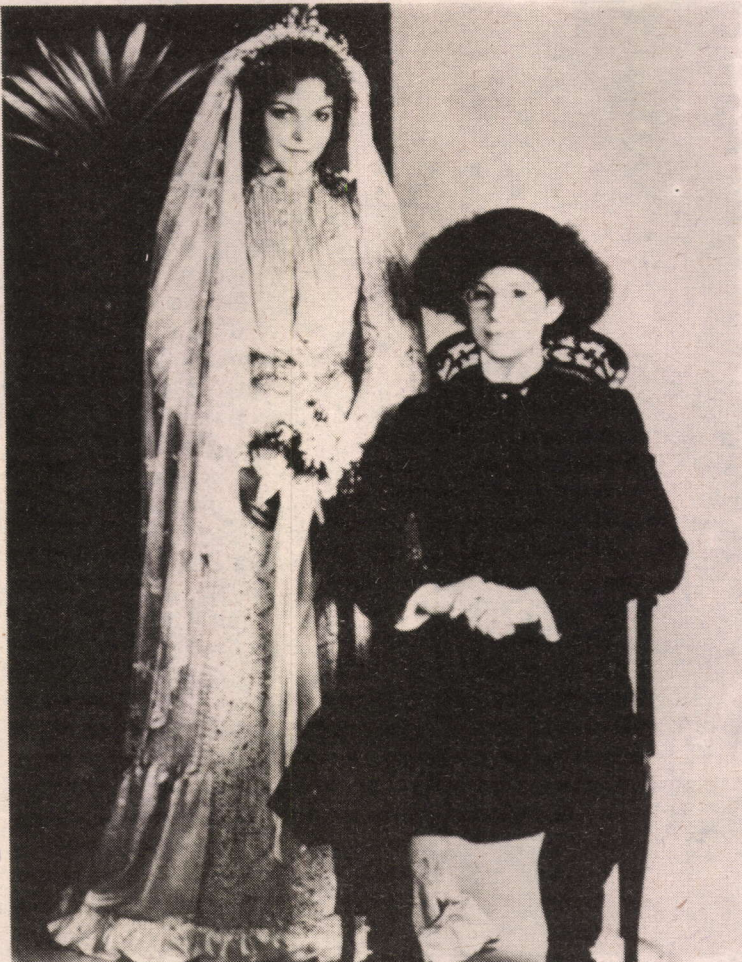
Correspondant LO

« YENTL » de et avec Barbra Streisand

Yentl, fille d'un rabbin dans une bourgade juive (un « stettel »), a la passion de l'étude et en laisse brûler les plats qu'elle cuisine pour son père qui vit seul avec elle. Nous sommes en Lituanie en 1904 : aux jeunes hommes de la communauté revient le droit à la connaissance — qui se résume à celle du *Talmud* et de ses commentaires — aux jeunes filles reste celui d'entretenir le foyer, de se préparer à devenir mères. Les uns pensent et discutent, les autres cuisinent, ravaudent, vaquent à tous les travaux ménagers.

Yentl enfreint la loi et la tradition et lit en cachette les livres « saints ». A la mort de son père, elle se déguise en garçon et part en tant que tel étudier à la ville. En chemin elle rencontre les étudiants d'écoles talmudiques (yeshivas), dont l'un, Avigdor, jeune et beau, devient ami avec le jeune garçon qu'il la croit être, et la présente au sage de son école dont il est l'élève le plus brillant. Yentl devenue Henschel s'y fait admettre et surpasse rapidement son ami. Entre eux deux, l'amitié fait bientôt place à un trouble, d'autant plus vif pour Yentl/Henschel qu'elle n'a pas de doute sur la nature de l'attirance qu'elle ressent.

C'est à cause de ses sentiments qu'elle sera conduite dans une situation impossible à épouser l'ex-fiancée de son ami, puis à lui révéler la supercherie avant d'émigrer pour l'Amérique, un pays où les barrières empêchant les femmes d'accéder à la connaissance ne sont « paraît-



il » pas les mêmes.

Le film montre avec finesse et humour comment dans cette société patriarcale les élans du cœur se traduisent par des situations impossibles ne laissant aucune place à des certitudes confortables. C'est sous l'angle satirique que sont montrés les religieux, leurs traditions. Mais Barbra Streisand ne les critique qu'au nom de leur mauvaise interprétation du *Talmud*, en se gardant bien d'attaquer le fond de leur croyance, et le film reste mystique dans son esprit. En dépit de ces limites, le film se laisse voir avec plaisir. Une place importante

est faite à la musique (de Michel Legrand) et la voix de Barbra Streisand charme et émeut. Si l'on ajoute à cela la beauté des images, *Yentl* ne peut être qualifié autrement que de bon divertissement.

Louis GUILBERT.

Rex 2°. Ciné Beaubourg-les-Halles 3° (vo). Montparnasse UGC 6°. Odéon 6° (vo). Rotonde 6°. UGC Champs-Élysées 8° (vo). UGC Boulevards 9°. 14 Juillet 11° (vo). UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. 14 Juillet 15° (vo). Trois Murat 16°. Paramount Maillot 17°. Clichy Pathé 18°.

« Le juge »

A l'instar du juge Michel, François Muller est un jeune juge d'instruction qui mène, à Marseille, un rude combat contre les trafiquants de drogue.

Il n'hésite pas à se déplacer en Sicile pour établir le lien entre un médecin reconverti en fabricant de drogue et le caïd du trafic que tout le monde connaît mais que personne n'a jamais coincé. Il mène les enquêtes minutieusement, trouve des pistes, épingle quelques membres secondaires du Milieu, aidé dans tout cela par un policier qui l'observe avec sympathie, puis se prête à son jeu.

Mais que peut-il arriver à

un juge intransigeant qui seul, abandonné par ses supérieurs et le ministre de la Justice, veut mener jusqu'au bout son enquête ?

Si l'intrigue n'apporte pas de surprise, le film est bien mené. Le réalisateur, Philippe Lefebvre, sait nous montrer les liens qui existent entre les truands et le pouvoir, qu'il soit policier, judiciaire ou politique. Il sait également nous faire suivre avec intérêt l'histoire de ce juge entêté qui croit dans la justice en oubliant que les lois sont faites par et pour les puissants.

Julie RENOIR

« Un homme parmi les loups »

Walt Disney

Produit par Walt Disney, ce film s'inspire du livre du biologiste Farley Mowat. Mes amis les loups dans lequel celui-ci raconte son expérience dans le Grand Nord canadien.

C'est un documentaire romancé, fondé sur de véritables observations mais avec, semble-t-il, une volonté un peu trop prononcée de présenter de façon idyllique la société des loups.

Un film qui prend donc la défense de ces animaux en voie de disparition, exterminés par les hommes, et qui s'adresse avant tout aux jeunes spectateurs.

Anne GARBE

• « Osterman week-end »

de Sam Peckinpah

Un agent de la CIA propose au grand patron du service secret américain de démasquer trois « taupes » du KGB, tous trois honorables citoyens qui forment avec un journaliste une bande de vieux copains.

Le journaliste est mis dans le coup. Il invite donc ses copains à un sympathique week-end dans sa résidence... transformée pour la circonstance en centre de surveillance, truffé de micros et de caméras sous le contrôle de gorilles armés jusqu'aux dents !

Une fois le piège mis en place, on s'attend à voir un film d'espionnage assaisonné de tous les ingrédients classiques. Mais le scénario se réduit rapidement à un enchaînement de meurtres... auquel le spectateur n'échappe que groggy !

Gilbert MAQUI

Sélection cinéma

Films récents...

GUERRES FROIDES. de Richard Eyre.

La guerre des Malouines. Un tableau de petits-bourgeois anglais, plein d'humour et de lucidité. Olympic Luxembourg 6° (vo).

L'ADDITION. de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

Forum Orient Express 1°. Rex 2°. Montparnasse UGC 6°. Odéon 6°. Biarritz 8°. UGC Boulevard 9°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Sept Parnassiens 14°. UGC Convention 15°. Images 18°.

BIQUEFARRE. de Georges Rouquier.

La vie dans un village paysan de l'Aveyron. Saint-André-des-Arts 6°.

VENT DE SABLE. de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condi-

tion féminine dans le désert algérien.

Saint-Germain Huchette 5° (vo). Bonaparte 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Maxeville 9°. Bienvenue 15° (vo). Clichy Pathé 18°.

LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires. Studio de la Harpe 5°. Marbeuf 8°.

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Gaumont-les-Halles 1°. Berlitz 2°. Vendôme 2°. Haute-feuille 6°. Gaumont Champs-Élysées 8°. Athéna 12°. Miramar 14°. Kinopanorama 15°.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5°. Saint-Ambroise 11° (horaires spéciaux).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson : Contrescarpe 5° (vo). George V 8° (vo).

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6° (vo).

LAISSE BETON. de Serge Le Peron.

Deux mômes perdus dans le béton des banlieues parisiennes... Studio 43 9°.

LES COPAINS D'ABORD. de Lawrence Kasdan.

Les retrouvailles d'un groupe d'Américains, ex-contestataires opposés à la guerre du Vietnam.

Danton 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Marbeuf 8° (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Un Bushman face aux prétendus civilisés. Impérial 2° (vo).

... et moins récents

LE VOLEUR DE BICYCLETTE. de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Reflet Quartier Latin 5° (vo).

FENÊTRE SUR COUR. d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face... St-Michel 5° (vo). Élysées Lincoln 8° (vo). Tourelles 20°.

SUEURS FROIDES (Vertigo). d'Alfred Hitchcock.

Un classique du suspense policier.

Capri 2°. Ciné Beaubourg-les-Halles 3° (vo). Saint-Michel 5° (vo). Paramount City Triomphe 8° (vo). Paramount Montparnasse 14° (vo).

PAIN ET CHOCOLAT. de Franco Brusati.

Les difficultés d'un immigré italien en Suisse. Studio de l'Etoile 17° (vo).

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM. de Volker Schlöndorff.

La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Élysées Lincoln 8° (vo).

DERSOU OUAZALA. de Kurosawa.

Un vieux chasseur dans la taïga.

Forum Arc-en-Ciel 1° (vo). Paramount Marivaux 2°. Action Rive Gauche 5°. Olympic Balzac 8° (vo). 7 Parnassiens 14° (vo).

« L'éventail de fer, ou la vie de Qiu Jin »

de Françoise d'Eaubonne

● En écrivant *L'éventail de fer*, Françoise d'Eaubonne a voulu rendre hommage et faire connaître une des toutes premières féministes révolutionnaires chinoises, Qiu Jin, qui vécut à la fin du XIX^e siècle.

L'éveil de la conscience politique de Qiu Jin fut d'abord provoqué par la présence impérialiste en Chine. Petite-fille d'un préfet d'Amoy opposé à l'hégémonie coloniale qui stérilise la bourgeoisie locale, elle est très tôt hostile aux « faces blanchâtres », ces Anglais, ces Français, ces Allemands, ces Russes, qui pillent le pays. « Nous avons perdu nos libertés douanières », se lamente le grand-père de Qiu. Le port d'Amoy comme celui de Shanghai et de Ningpo est ouvert aux Anglais qui s'y incrustent avec leurs familles et leurs négoces. Le petit artisan est ruiné : « Aucun d'eux, avec leur huile de tong, ne peut lutter contre l'importation de kérosène ».

S'endormir tous les soirs au son du clairon qui sonne le *God save the Queen* ou la *Marseillaise* attise la révolte de Qiu Jin, une révolte qui se dirige aussi

contre la dynastie mandchoue, soutien de la présence impérialiste en Chine.

Mais si Qiu Jin est révoltée par l'oppression nationale, elle sent naître en elle la révolte contre une autre forme d'oppression, contre la chape de plomb qui pèse sur la femme chinoise. Il ne fait pas bon naître fille dans cette Chine des Mandchous. Fille des classes aisées, la jeune Chinoise est mutilée à vie par la coutume des pieds bandés. C'est le mariage forcé où il faudra « pour le reste de la vie écarter ses jambes afin de ne pas mourir dans la peau d'une mendiante ». Fille des classes pauvres, c'est la vente au bordel qui guette la petite fille chinoise, l'abandon sur une route une nuit d'hiver ou dans une auge à cochons. Qiu Jin s'insurge contre les ancestrales coutumes confucéennes qui écrasent la femme.

Passionnée des idées nouvelles, des écrivains français du XVIII^e siècle, Qiu Jin mûrit sa révolte. Mariée de force, elle quitte son époux et ses enfants pour aller étudier au Japon où elle prend contact avec les groupes d'opposition à

la dynastie chinoise. De retour, elle crée les premières écoles de filles de l'Empire et s'engage dans la lutte politique.

Françoise d'Eaubonne nous raconte les différentes péripéties de cette lutte avec comme toile de fond politique les Cent Jours (tentative avortée de libéraliser par le haut le régime chinois) et le soulèvement des Boxers, révolte anti-impérialiste du début du siècle. La lutte contre la dynastie mandchoue passait alors en grande partie par les sociétés secrètes comme celle de la Triade à laquelle participa activement Qiu Jin, et plus tard à travers le Kuomintang de Sun Yat-Sen dont elle devint rapidement une des plus actives partisans.

Qiu Jin est féministe à une époque où il fallait un courage hors du commun pour affronter l'archaïque société chinoise. Mais Françoise d'Eaubonne nous montre également comment Qiu Jin a compris que l'émancipation de la femme était liée à celle des plus pauvres de Chine : « Jouets des riches, bêtes de somme des pauvres, voici notre condition et c'est pourquoi



la plus privilégiée d'entre nous doit se sentir plus proche du plus misérable coolie que de l'homme de sa propre classe ».

Qiu Jin fut décapitée en 1907 pour sa participation à une insurrection manquée contre la dynastie. Face à ses tortionnaires qui lui demandaient un reniement complet, elle refusa de

capituler.

Un récit passionnant sur toute cette période de l'histoire de la Chine, et sur une grande figure du féminisme révolutionnaire.

Stéphane HENIN

L'éventail de fer ou la vie de Qiu Jin de Françoise d'Eaubonne. Collection Encre. 349 pages. 72 F.

Sélection TV

Samedi 28 avril

A2. 17 h 50. Carnets de l'aventure. L'escalade d'une falaise racontée par un adolescent suivie d'une descente d'un torrent de l'Hérault en kayak, et d'un reportage sur la spéléo-plongée.

TF1. 20 h 35. Film de série noire : *J'ai bien l'honneur* de Jacques Rouffio, avec Eddie Constantine et Mylène Demongeot.

TF1. 22 h 05. Droit de réponse. L'émission de Michel Polac intitulée *A vos risques et périls* est consacrée à ceux qui ont le goût du risque, avec entre autres Maurice Herzog, vainqueur de l'Annapurna, Philippe Petit, funambule, Gérard d'Abboville qui a traversé l'Atlantique à la rame, et bien d'autres.

Dimanche 29 avril

TF1. 17 h 30. Les animaux du monde nous emmène dans la plaine de la Crau au pied des Alpilles.

A2. 18 h. Dimanche Magazine : Un printemps 42. Le procès de 27 membres du Parti

Communiste clandestin en avril 1942 à Paris, accusés d'avoir commis des attentats contre les occupants allemands. Actualités de l'époque et souvenirs des survivants.

TF1. 20 h 35. Cinéma : M. Klein de Joseph Losey avec Alain Delon et Jeanne Moreau. Un trafiquant enrichi sous l'occupation allemande est pris pour un autre, M. Klein, d'origine juive. Ce film nous fait voir la chasse aux Juifs dans la France de Vichy et la rafle du Vel d'Hiv par la police française. Un film à voir.

FR3. 20 h 35. Journal d'un voyage Pondichery-Chandernagor. Un voyage-enquête sur les anciens comptoirs français de l'Inde, leur passé et leur présent.

A2. 21 h 45. Braque : les ateliers. Ce document retrace l'évolution de l'œuvre du peintre.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit. Le cycle Greta Garbo continue avec *Mata-Hari*, film de 1931. Garbo dans le rôle de la belle et mystérieuse danseuse espionne.

Lundi 30 avril

TF1. 14 h 50. Haroun Tazieff raconte « sa » terre. Reprise de l'émission du 27 avril. Des explications sur la faille de San Andreas en Californie.

TF1. 20 h 35. Western : L'homme de la plaine, avec James Stewart. Un bon film d'Anthony Mann bâti sur une histoire de vengeance.

A2. 20 h 35. Théâtre : Chéri, mis en scène par Jean Laurent Cochet. D'après le roman de Colette, avec Michèle Morgan.

FR3. 20 h 35. Cycle Rions français, avec une comédie de Patrick Schulmann : *Et la tendresse, bordel ?* Ce film, sur les « victimes » de la liberté sexuelle, ne fait pas toujours dans la dentelle... mais est bien représentatif du burlesque tricolore puisque cette émission a choisi le rire tricolore.

Mardi 1^{er} mai

TF1. 20 h 35. Les mardis de l'information propose une enquête intitulée *Travail à vendre*, sur l'exploitation de la main-d'œuvre en Thaïlande.

A2. 20 h 35. Les Dossiers de l'écran présentent le film *Le diable au corps* de Claude Autan-Lara, avec Gérard Philipe et Micheline Presle. Un grand film qui fit scandale à sa sortie en 1947 pour atteinte aux bonnes mœurs et surtout aux sentiments patriotiques. Puisqu'il s'agit de l'amour entre une jeune femme dont le mari est au front et un adolescent.

FR3. 20 h 50. Western : La cible humaine, d'Henry King avec Gregory Peck en vieux héros déchu et une peinture peu classique de l'Ouest américain.

TF1. 21 h 50. Don Quichotte. Ballet en trois actes sur une musique de Ludwig Minkus. Metropolitan Opera de New York.

Jeudi 3 mai

A2. 14 h 55. Pharaon de Jerzy Kawalerowicz. Une fresque historique sur l'Egypte du XI^e siècle avant Jésus-Christ. Du grand mais aussi du beau peplum !

TF1. 20 h 35. Début d'un feuilleton consacré à Ferdinand de Lesseps, artisan du canal de Suez et intitulé *L'homme de Suez*.

FR3. 20 h 35. Un film d'André Cayatte, *Verdict*, avec Sophia Loren et Jean Gabin. Une critique de la justice française derrière une histoire un peu mélo.

A2. 21 h 25. Résistances : les pacifistes dans le monde, dans le cadre du magazine des Droits de l'homme.

TF1. 22 h 15. Film polonais : La constante. Une critique de la société polonaise, son goût du profit, et sa corruption.

Vendredi 4 mai

FR3. 20 h 35. Stup, un reportage sur le travail de la brigade des stupéfiants confrontée au problème de la drogue.

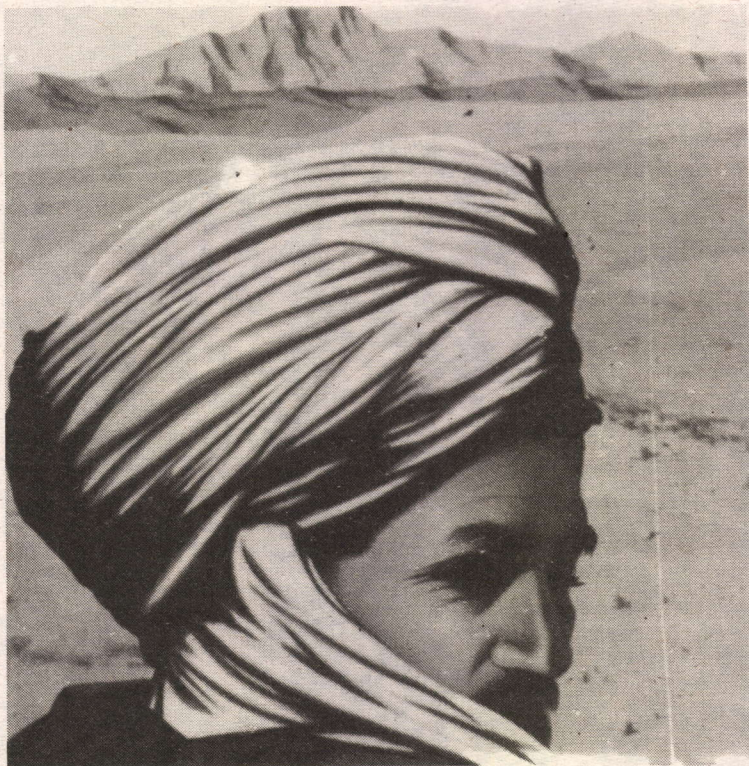
A2. 21 h 40. Apostrophes. Bernard Pivot s'entretient avec Claude Lévi Strauss, ethnologue et auteur entre autres de *Tristes Tropiques*.

TF1. 22 h 45. Branches Musiques : Touré Kunda, la famille éléphant. L'ensemble musical des frères Touré en tournée au Sénégal.

A2. 23 h 05. Ciné Club. Cycle Howard Hawks : Seuls les anges ont des ailes, avec Cary Grant. Le pilote d'une ligne postale confronté aux risques et à la mort. Un bon film d'aventures.

Réédition

• « L'herbe qui ne meurt pas » de Yachar Kémal



Lors de sa première parution en France, en 1978, *L'herbe qui ne meurt pas* avait obtenu le prix du meilleur livre étranger.

Comme dans ses livres qui l'ont fait connaître, (*Mémed le Mince, Mémed le Faucon*), Yachar Kémal situe l'action parmi les montagnards turcs et le roman fait suite au *Pilier* et à *Terre de cuivre* sans qu'il soit nécessaire de les avoir lus pour s'y retrouver.

Chaque année, les paysans du village de Yalak descendent dans la plaine du Taurus pour cueillir du coton et rembourser leurs dettes. La chaleur, les moustiques, la fatigue, tout rend la population nerveuse, irritable. Au point qu'Ali, le plus rapide des cueilleurs, se voit accusé

par l'un d'entre eux d'avoir tué sa mère et que bientôt, tous prétendent avoir été témoins de l'assassinat, même ses enfants.

Mais si les villageois sont parfois durs et cruels entre eux, ils peuvent aussi s'attendrir et faire preuve de dévouement, comme Halil l'Ancien qui vole du coton pour sauver la vie de sa plus vieille ennemie, à la condition expresse toutefois que la bénéficiaire ne le sache pas !

La réalité et la légende se trouvent sans cesse imbriquées et même si, au début, le fantastique un peu macabre prend la première place, le lecteur se retrouve facilement. Le style répétitif et la lenteur du récit sont voulus, et celui-ci ne manque pas d'humour.

Joëlle GERARD

L'herbe qui ne meurt pas de Yachar Kémal. Collection Folio. 570 pages. 35 F.

EXPOSITION

« Un Nouveau Monde »

Chefs-d'œuvre de la peinture américaine de 1760 à 1910

Cette exposition présente une rétrospective de cent-dix toiles couvrant un siècle et demi de peinture américaine, années particulièrement ingrates pour les peintres. Pendant longtemps les artistes restèrent incompris quand ils réalisaient d'autres œuvres que des portraits. Il y eut peu d'écoles pour les former, peu de critiques pour les encourager, peu de public pour les apprécier. Nombreux furent ceux qui cherchèrent en Europe la consécration que seuls pouvaient leur donner les salons de Paris ou de Londres.

C'est pourquoi une grande partie des œuvres exposées au Grand-Palais

rappellent soit la peinture anglaise de la fin du XVIII^e siècle, soit les écoles françaises de la fin du XIX^e, tandis que les événements de l'histoire américaine sont rarement évoqués dans les toiles, qu'il s'agisse de la guerre d'Indépendance contre l'Angleterre (1775-1783), de la Conquête de l'Ouest et des guerres contre les Indiens ou de la guerre de Sécession (1861-1865).

Et pourtant il y eut une grande peinture américaine dont l'âge d'or se situe entre 1812 et la guerre de Sécession, avec des peintres qui prirent essentiellement pour sujet la nature américaine et son immen-

sité. Ces peintres aujourd'hui désignés comme ayant formé l'Ecole de Hudson, et dont le plus connu était Thomas Cole (1801-1848), ainsi que leurs continuateurs comme F.E. Church (1826-1900) ont donné à la peinture américaine une marque originale, échappant à l'influence européenne, ce que l'exposition nous permet de découvrir à travers les œuvres de plusieurs de ces artistes peu ou mal connus en France.

André LEMOINE

Au Grand-Palais jusqu'au 11 juin, ouvert tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, entrée 16 F (12 F le samedi).

• « Le livre de Daniel »

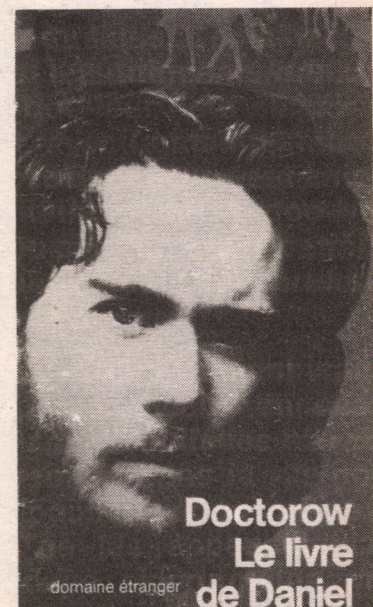
de Doctorow

Ce roman, réédité en format de poche en même temps que sortait le film de Sidney Lumet *Daniel* qui en est tiré, est inspiré de l'affaire Rosenberg. Julius et Ethel Rosenberg étaient deux militants du Parti Communiste Américain condamnés pour espionnage et exécutés en 1953, au moment où aux Etats-Unis, c'était la « chasse aux sorcières » contre les communistes. Ils avaient deux jeunes fils.

Dans *Le livre de Daniel*, les Isaacson ont eux un fils et une fille. Et c'est leur fils, Daniel, qui écrit ses souvenirs sur ses parents, en 1967, au moment des grandes manifestations étudiantes contre la guerre du Vietnam.

Il décrit ses parents, leur arrestation, leur procès et leur mort, et aussi leur milieu de militants communistes, leur avocat, leurs amis, en particulier ceux qui adoptent les deux orphelins.

Daniel parle aussi de sa vie en 1967, année où l'on manifeste contre le Pentagone, où les étudiants hippies se passionnent pour les discussions mystico-politiques, de sa femme, de son fils et de sa sœur, plus engagée que lui politiquement, mais qui sombre dans la folie.



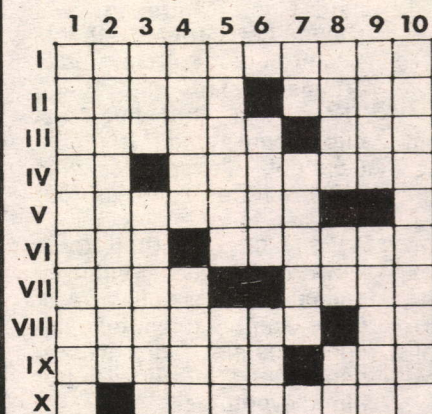
Doctorow
Le livre
de Daniel

Ce roman ne manque pas de passages vrais ou émouvants. Mais ils sont noyés dans une invraisemblable confusion d'époques, de personnages et de narrateurs, au point qu'on a bien du mal à suivre qui parle de quoi et à quelle époque. Et le regard souvent ironique et quelque peu blasé que l'universitaire de 1967 jette sur l'enfant qu'il était en 1953 est quelquefois pénible et ne facilite pas la compréhension.

Vincent GELAS

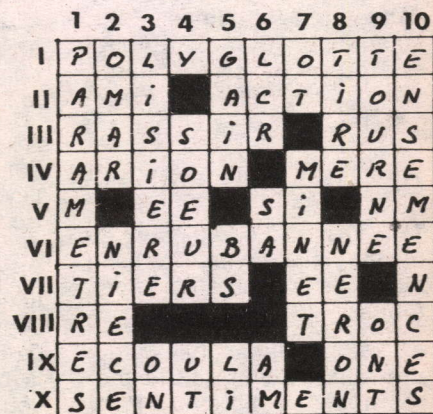
Le livre de Daniel, de Doctorow. Ed. 10/18. 431 pages. 32 F.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. On les ouvre pour se couvrir. II. Assemblé. Ne se comble pas toujours. III. Fréquentait Delphes. Un prénom de baba. IV. Possessif. Elles manquent de générosité. V. Basses eaux. VI. Démonstratif. Qui dépasse la norme. VII. Donnât un long repos, en quelque sorte. Inséparables. VIII. Réputée pour sa verdure. Habitudes. IX. Mort et ressuscité. On s'y rencontrait de bon matin. X. Dans les sables.

VERTICALEMENT. — 1. Utile contre le froid. 2. Ils brassent du vent. 3. Donna des sabots. Botte sans pareille. 4. Arrima. Autour d'Albi. 5. Ecrasement. Un très long cours. 6. Les pommiers y donnaient de beaux fruits. Dis dans le désordre. 7. Il a sa clé. Rend peu communicatif. 8. Théocratie. Gai participe. Le début du péché ! 9. Dans le vent. Fasse le saut. 10. Les filles des Helvètes.



« Travail et travailleurs en URSS » de Jacques Sapir

● Cette courte étude réalisée par un universitaire spécialisé dans l'économie soviétique fourmille de données précises et récentes sur le monde du travail en Union Soviétique. L'auteur traite aussi bien de la fixation des prix, de l'organisation de la production et du plan que des moyens (le plus souvent illégaux) de les ajuster aux besoins réels. Il donne aussi de nombreux renseignements sur l'organisation du travail, la hiérarchie dans les entreprises, les horaires de travail légaux (et les autres !), sur les conditions de travail, les salaires officiels et les revenus réels.

Jacques Sapir procède d'abord à un bref rappel du chemin parcouru de 1917 à nos jours. Il met notamment en évidence que l'économie a connu un essor impressionnant dans la période 1921-1928, mais que cet élan issu de la révolution s'est trouvé brisé avec l'avènement du stalinisme et ce qui l'a accompagné (gabegie et incompetence bureaucratiques et surtout répression féroce et continue dans tous les secteurs de la société). Pour ne citer que le seul niveau de vie moyen, il a fallu attendre trente ans pour retrouver celui de 1928, ce que reconnaissent elles-mêmes les statistiques officielles, bien qu'elles préfèrent insister à ce sujet sur les conséquences de la saignée guerrière de 1941-1945.

L'auteur rappelle aussi que la classe ouvrière d'aujourd'hui ne ressemble guère à celle d'avant la révolution (sur le plan des effectifs, au moins). De 3 millions d'ouvriers d'industrie avant 1917, on était tombé à 1,8 million à la fin



La classe ouvrière d'URSS, un tiers de la population. (UPI).

de la guerre civile, puis, avec l'industrialisation, on assista à une véritable explosion des effectifs : 3,6 millions en 1928, plus de 9 millions en 1937 pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 80 millions sur une population totale de 250 millions environ.

Ce développement numérique n'a évidemment été rendu possible qu'au prix d'un exode rural massif, que les autorités tentent aujourd'hui de freiner, la main-d'œuvre restant décisive dans une agriculture peu mécanisée et qui arrive à peine à assurer au pays le minimum en matière de subsistance. Du coup les paysans sont devenus minoritaires en URSS : l'agriculture qui occupait plus d'un travailleur sur deux en 1940, n'en employait plus qu'un sur cinq en 1982.

A travers ces chiffres on voit se dessiner une classe ouvrière numériquement

puissante mais dont « la caractéristique principale », dit J. Sapir, est « son absence de mémoire ». C'est-à-dire qu'il s'agit d'un prolétariat de formation récente mais surtout qui manque de tradition organisationnelle indépendante qui puisse porter cette « mémoire », les seules formes d'organisation (en fait de contrôle) de la classe ouvrière étant aux mains de l'Etat.

Face à l'omniprésence de cet encadrement administratif et policier, la classe ouvrière ne reste pas sans réactions, explique l'auteur, même si ces réactions ne prennent qu'exceptionnellement un caractère insurrectionnel comme à Novocherkassk en 1962. Les autorités reconnaissent d'ailleurs régulièrement elles-mêmes par leurs campagnes de presse contre l'absentéisme, les attitudes dites asociales (manque d'ardeur au travail, alcoolisme, non-respect de la hiérarchie, menus larcins), qu'il existe un mécontentement réel des travailleurs quant à leur sort. Ce mécontentement serait d'autant plus vif chez les jeunes travailleurs, leur culture et leur niveau technique étant bien souvent supérieurs à ceux de la maîtrise. La forme la plus élémentaire et généralisée de ce mécontentement s'exprime par ce que les autorités appellent « la fluidité de la main-d'œuvre ». Il s'agit tout simplement du fait qu'un travailleur décide de changer d'entreprise lorsqu'il n'est pas satisfait de ses conditions de travail ou de sa paye. Ce phénomène touche officiellement chaque année entre 20 et 25 % des travailleurs.

Aussi bizarre que cela puisse paraître dans un pays où l'employeur quasi unique est l'Etat, cette attitude n'est pas toujours inefficace, individuellement au moins, dans la mesure où les entreprises manquent presque tout le temps de main-d'œuvre et sont donc prêtes à certaines concessions pour s'en procurer. Les directions prennent

d'ailleurs souvent l'initiative de chercher à attirer les travailleurs d'autres entreprises, n'hésitant pas à organiser elles-mêmes en grand le travail « au noir » : les travailleurs qu'elles emploient alors n'apparaissent pas sur les effectifs. Ceci pour faire face aux « coups de feu » périodiques dus aussi bien à la désorganisation de la production qu'à la nécessité de remplir les impératifs d'un plan décidé « en haut » sans savoir si, « en bas », on aura les moyens d'y faire face. Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de la planification bureaucratique que de prétendre éliminer la gabegie de la concurrence capitaliste, au prix d'une concurrence au moins aussi sauvage entre les entreprises pour remplir le « plan ».

La corruption régulièrement dénoncée par les autorités est elle aussi organisée en grand par les entreprises. C'est d'ailleurs une des conditions *sine qua non* d'un relatif fonctionnement pour une économie dirigée par la bureaucratie, même si pudiquement on préfère parler à son sujet « d'efficacité dans l'accomplissement du plan ». Au niveau individuel, derrière l'égalitarisme de façade des revenus et de l'accès aux services gratuits, la corruption et le clientélisme règnent en maîtres. En fait, ces deux attitudes sont largement répandues car elles vont de pair avec la pénurie de biens de consommation sur le marché légal.

Force est de constater qu'au-delà des discours officiels sur le « socialisme réalisé », dans l'URSS de Tchernenko, les travailleurs continuent d'être exploités et de ne recevoir que la portion congrue des biens qu'ils produisent.

P.L.

Travail et travailleurs en URSS de Jacques Sapir. Ed. La Découverte. 127 pages. 29 F.

« Le sourire du Chat »

de François Maspéro

François Maspéro, spécialisé dans les publications d'extrême-gauche, a sous-titré son livre « roman ». Il s'agit en fait surtout de souvenirs sur une période de sa vie particulièrement chargée d'événements importants : celle qui va de mai 1944 à juillet 1945.

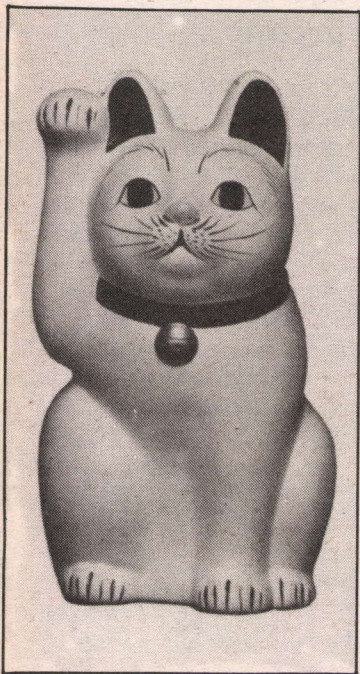
Luc surnommé « Le Chat », le héros de cette histoire, a 13 ans. Sa famille, une famille d'intellectuels prestigieux, égyptologue, sinologue, professeur de médecine, tous grands amateurs de musique, a jusqu'alors été relativement épargnée par la guerre et l'Occupation. Et voici qu'en quelques mois, son frère

devient un terroriste des Francs Tireurs et Partisans, ses parents sont déportés en camp de concentration tandis que lui parcourt la France dans les camions des FFI et des troupes américaines. Son frère fut tué en Lorraine et son père mourut à Buchenwald. Seule sa mère revint de Mauthausen.

L'époque et ce milieu de grands intellectuels bourgeois sont particulièrement bien campés. « Roman » ou pas, ce livre se lit avec intérêt.

Vincent GELAS

Le sourire du Chat, de François Maspéro. Ed. du Seuil. 315 pages. 79 F.



« Pieds humides »

de William O'Farrell

Arroyo Seco, un poste frontière américain minable, tout près du Rio Grande. La nuit, les immigrants clandestins venant du Mexique franchissent le fleuve à la nage. Ils viennent aux Etats-Unis chercher un travail d'ouvriers agricoles, précaire, mal payé. Dans ce poste perdu, un garde-frontière coureur de jupons va provoquer des drames.

Mais l'intrigue policière s'efface devant la description sociale d'un monde agricole dur aux exploités, aux femmes, aux étrangers.

Un bon roman qui se lit d'une traite.

Pieds humides de William O'Farrell. Ed. Gallimard. Coll. Carré Noir. 16 F.

Les contrôleurs aériens contre les restrictions du droit de grève

A l'appel du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), la grève des aiguilleurs du ciel s'est étendue le mardi 24 avril aux agents du Centre de contrôle d'Athis-Mons. Mardi, les aéroports d'Orly, de Roissy ont connu de sérieuses perturbations.

Les aiguilleurs protestent contre le nouveau projet de loi de Fiterman, le ministre des Transports, visant à réglementer le droit de grève dans la profession.

Depuis 1964 le droit de grève est retiré aux person-

nels de la navigation aérienne. Le texte de loi de juillet 1964 que fit voter De Gaulle précise que « toute cessation concertée du service, tout acte collectif d'indiscipline caractérisée (...) pourra être sanctionné ». Un texte de 1971 étendait ces dispositions aux ingénieurs.

Cette interdiction n'a pas empêché les aiguilleurs du ciel de faire parler d'eux à plusieurs reprises ces dernières années. A la veille des élections législatives

de 1973, une grève de quatre semaines paralyse les aéroports. Robert Galley, le ministre des Transports de l'époque, considère la grève illégale, applique le « plan Clément Marot » qui vise à remplacer les aiguilleurs par des militaires. Le résultat ne se fait pas attendre : 68 morts à Nantes dans une collision entre deux avions.

En octobre-novembre 1979, une autre grande grève des aiguilleurs du ciel perturbe plusieurs semaines de suite les aéroports français. Déjà à l'époque les aiguilleurs intégraient à leurs revendications la fin de l'interdiction du droit de grève.

C'est cette interdiction du droit de grève que Fiterman a voulu remplacer. Le projet qu'il a soumis au vote de l'Assemblée nationale et

qui a été adopté, revient sur cette interdiction mais exige en contrepartie « un service minimum ».

Fiterman présentait ainsi son œuvre : « Quand cette loi sera adoptée, les personnels de la navigation aérienne bénéficieront en matière de droit de grève, du régime le plus libéral, comparé à ceux de tous les Etats ».

C'est cette interprétation optimiste de la loi que les aiguilleurs contestent. Selon Fiterman le service minimum ne devrait pas mobiliser plus de 20 % des effectifs et le trafic pris en charge, dépasser 10 % du niveau normal. Le SNCTA conteste ces chiffres et affirme que le projet obligerait les aiguilleurs à « contrôler 70 % du trafic normal ».

Fiterman voudrait bien être gagnant sur les deux tableaux : créer l'illusion d'un certain libéralisme social, tout en rassurant la bourgeoisie et les possédants.

Les aiguilleurs du ciel ne sont pas dupes de son manège. Et à juste titre ! Entre l'interdiction de faire grève et « l'obligation d'assurer un service minimum », il n'y a que la nuance qui sépare un gouvernement de droite d'un gouvernement de gauche.

Des mots différents pour cacher que l'un comme l'autre représente l'Etat bourgeois contre les travailleurs, et que leurs ministres, quand bien même ils s'affublent de l'étiquette communiste, portent la même livrée.

Stéphane HENIN

Les informations de Fiterman, et celles des « aiguilleurs du ciel »

La mobilisation contre le projet de loi instaurant un service minimum a été essentiellement le fait du syndicat SNCTA (Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien). Ce dernier est une organisation catégorielle qui n'est pas spécialement hostile à la gauche, au contraire. Un certain nombre de ses représentants sont même allés discuter avec des parlementaires socialistes avant que le projet de loi n'arrive devant l'Assemblée. Ils ont été déçus de l'attitude des députés socialistes, qu'ils n'ont pas réussi à convaincre, car ils attendaient de la gauche au gouvernement la suppression des lois anti-grèves, mais pas l'établissement de nouvelles limitations.

Les autres syndicats, la CGT, la CFDT, FO, n'ont pratiquement pas pris d'initiative, mais se sont ralliés là où le mouvement marchait.

Les mouvements ont en fait été décidés localement, soit par le SNCTA, entraînant les aiguilleurs, soit parfois dans des assemblées générales comme au CCR Sud-Est (Aix-en-Provence) ou au CCR Ouest (Brest).

Le SNCTA souligne à juste titre que l'idée de service minimum est un danger pour les autres catégories de travailleurs et que comme les gaziers ou les électriciens, ils sont suffisamment responsables pour assurer eux-mêmes un certain nombre de services indispensables.

Fiterman dans un communiqué avant le débat a déclaré que le service minimum ne concernait que 10 % des 15 aéroports en métropole. Les aiguilleurs du ciel et le SNCTA l'accusent de vouloir faire assurer en fait 70 % du trafic. Et cela s'explique : dans les motivations du ministre, il y a « le respect des engagements de la France au plan international ». Ce qui signifie que les contrôleurs doivent assurer la circulation non seulement des avions étrangers qui atterrissent en France mais aussi le survol du territoire de ceux qui transitent (environ la moitié). Ce survol est d'ailleurs payant (c'est un organisme, Eurocontrol, qui collecte et redistribue), et il rapporte des devises à la France. Et cela devra s'ajouter au « trafic avec la Corse et les territoires d'Outre-mer » et à ce qui entre dans la définition de « la sauvegarde des personnes et des biens ».

Les chiffres donnés par Fiterman concernant l'effectif sont de l'ordre de 20 % en cas de grève.

La précision des chiffres est révélatrice : c'est par exemple un effectif de 30 sur 110 qui devra être présent pour les aéroports de Roissy et d'Orly. Or, quotidiennement à Orly, il n'y a jamais plus d'une quarantaine de présents, les services se faisant par roulement. C'est dire combien le « service minimum » prévu par Fiterman est proche du service maximum.

9, 10 et 11 juin dans six semaines

La fête de LUTTE OUVRIÈRE

Nous vous donnons dès maintenant rendez-vous à Presles pour les trois jours du week-end de la Pentecôte : les 9, 10 et 11 juin prochains.

La fête de Lutte Ouvrière est une grande fête populaire, un moment de détente et de joie, en pleine nature, avec des jeux, des spectacles, des possibilités de restauration variées, et tant d'autres choses.

C'est aussi un grand rassemblement politique de tous ceux, militants, sympathisants, amis, qui aspirent à un changement radical de cette société dure aux petits, aux pauvres, à tous les opprimés, de tous ceux qui aspirent à une société vraiment humaine. Et c'est pourquoi la fête de Lutte Ouvrière est aussi un moment de liberté où chacun peut débattre à l'occasion d'expositions politiques, dans des forums de discussion, dans les stands de Lutte Ouvrière et ceux des nombreux autres groupes politiques, français ou étrangers, qui participeront à la fête.

Alors, retenez votre week-end des 9, 10 et 11 juin pour venir avec nous à Presles.

(Pour vous rendre à la fête, un service d'autocars gratuits fonctionnera pendant les trois jours à partir de la Porte de La Chapelle).



Nous pouvons d'ores et déjà annoncer que :

PIERRE PERRET

ZACHARY RICHARD

Le clown ATOMIC KERGRIST seront parmi nous avec, bien sûr, de nombreux autres artistes que nous annoncerons au fil des semaines.

Appel aux artistes

Nous savons que, comme les années précédentes, nous pourrions compter sur la participation de nombreux artistes, chanteurs, comédiens, musiciens.

Merci à tous ceux qui se sont déjà proposés et à tous ceux qui vont nous aider à animer la fête.

Mais pour que les milliers de participants à notre fête trouvent à chaque instant une animation et des spectacles variés, nous avons besoin du concours bénévole de nombreux artistes.

Pour cela nous nous adressons à tous ceux qui veulent montrer leur solida-

rité avec le mouvement révolutionnaire. Nous nous adressons également à tous ceux qui ont quelque chose à dire au public de notre fête, aux militants, aux sympathisants d'extrême-gauche et à tous leurs amis, et qui veulent s'en faire connaître. Nous mettrons à leur disposition podiums aménagés et aires de spectacle.

Amis artistes, pour que la fête de Lutte Ouvrière soit une réussite, contactez-nous vite, à l'adresse de notre journal : Lutte Ouvrière, BP 233 75865, Paris Cedex 18.

